UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Analyse comparative des éléctions présidentielles de 1993 et de 2010 : Etude menée en commune de Mugamba

Kwizera, Dieudonné; Sous la direction de : Dr Albert Nimenya

2015

UB, Faculté des lettres et sciences humaines

https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1373

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
DEPARTEMENT D'HISTOIRE

ANALYSE COMPARATIVE DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES DE 1993 ET DE 2010 : ETUDE MENEE EN COMMUNE DE MUGAMBA

Par:

Dieudonné KWIZERA

Sous la direction de :

Dr Albert NIBIMENYA

Mémoire présenté et défendu en vue de l'obtention du grade de licence en Histoire

Option: SCIENCE POLITIQUE

Bujumbura, Janvier 2015

REMERCIEMENTS

Ce travail n'aurait pas vu le jour sans le concours précieux de certaines personnes physiques et morales à qui nous tenons à témoigner nos sincères sentiments de gratitude. Notre profonde gratitude s'adresse aux professeurs de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, spécialement à ceux du Département d'Histoire. Nous exprimons notre profonde reconnaissance plus particulièrement au Docteur Albert Nibimenya qui a accepté de diriger nos premiers pas de recherche. Sa sagesse et ses conseils pertinents nous ont permis d'aboutir au bout de notre travail. Nos vifs remerciements s'adressent également à toutes les personnes qui nous ont fait bénéficier de la formation tant morale que scientifique du primaire au supérieur, qu'ils trouvent ici l'expression de notre profonde reconnaissance. Enfin, nous exprimons nos sincères remerciements aux personnes qui nous ont soutenu moralement et matériellement. Nous exprimons notre attachement à la famille Jean Niyongago et à notre ami Richard Nkunzimana ; qu'ils trouvent dans ce travail leur satisfaction.

SIGLES ET ABREVIATIONS

AA Année Académique

ABASA : Alliance Burundo-Africaine pour Salut

ADC- IKIBIRI : Alliance des Démocrates pour le Changement

ADR : Alliance Démocratique pour le Renouveau

ANADDE : Alliance Nationale pour le Droit et le Développement

BOB : Bulletin Officiel du Burundi

CENI : Commission Electorale Nationale Indépendante

CNDD : Conseil National pour la Défense de la Démocratie

CNDD-FDD : Conseil National pour la Défense de la Démocratie – Forces de Défense de la Démocratie

EP : Ecole Primaire

EX : Exemplaire

FLSH : Faculté des Lettres et Sciences Humaines

FNL : Forces Nationales de Libération

FRODEBU : Front pour la Démocratie au Burundi

MRC Rurenzangemero : Mouvement de Rassemblement pour la Réhabilitation du citoyen

MSD : Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie

MSP-INKINZO : Mouvement Socialiste Panafricaniste

OAG : Observatoire de l'Action Gouvernementale

Op cit : Opere Citato

P : Page

PALIPEHUTU : Parti pour la Libération du Peuple Hutu

PARENA : Parti pour le Redressement National

PDC : Parti Démocrate Chrétien

PIT : Parti Indépendant des Travailleurs

PL : Parti Liberal

PP : Parti du Peuple

PRP : Parti pour la Réconciliation du Peuple

PSD : Parti Social Démocrate

RADDES : Ralliement pour la Démocratie et le Développement Economique et Social

RPB : Rassemblement du Peuple Burundais

RTNB : Radiotélévision Nationale du Burundi

UB : Université du Burundi

UPD- ZIGAMIBANGA : Union pour la Paix et la Démocratie

UPROHUTU : Union pour le Progrès des Hutu

UPRONA : Union pour le Progrès National

LISTES DES TABLEAUX

Tableau 1 Les résultats pour les présidentielles en commune de Mugamba en 1993.....32
Tableau 2 Synthèse des résultats des bulletins au niveau communal.....42

RESUME

L'élection comme étant un des fondements de la démocratie est un moyen d'exprimer un choix par voie des suffrages. Elle offre une occasion aux dirigés de choisir librement leurs dirigeants. Ce phénomène a été depuis longtemps considéré comme une stratégie efficace d'accéder aux institutions étatiques.

Ainsi, notre travail est divisé en trois chapitres. Le premier chapitre porte sur les comportements électoraux et leurs modèles d'analyse. Du côté des comportements électoraux, ce travail se focalise sur le vote en tant qu'acte de participation citoyenne et l'abstentionnisme électoral en tant refus de l'offre politique. Du côté des modèles d'analyse, l'accent était mis sur l'approche écologique où l'électeur est influencé par l'environnement social ainsi que l'approche stratégique où l'électeur calcule l'intérêt de l'acte posé.

Le second chapitre analyse les élections présidentielles de 1993 et de 2010 du point de vue du contexte électoral de l'une et de l'autre.

Le troisième chapitre se base sur une comparaison globale de ces deux élections en essayant de repérer les ressemblances et les dissemblances.

En définitive, nous constatons qu'aux élections présidentielles de 1993, le critère ethnique était mis en avant et l'enjeu était la soif du changement alors qu'aux élections présidentielles de 2010, le renforcement de la sécurité était l'enjeu primordial et le clivage ethnique avait perdu sa place de choix malgré l'intolérance de certains militants des partis politiques en compétition.

TABLE DES MATIERES

DEDICACE i

REMERCIEMENTS ii

SIGLES ET ABREVIATIONS iii

LISTES DES TABLEAUX v

RESUME vi

TABLE DES MATIERES vii

INTRODUCTION GENERALE 1

1. Intérêt scientifique du sujet 2

2. Problématique 3

3. Hypothèses de travail 3

4. Délimitation du sujet 4

5. Méthodologie de travail 4

5.1 Techniques de recherche 4

5.2 Méthodes d'analyse 5

6. Les problèmes rencontrés 5

CHAP I : CADRE CONCEPTUEL ET THEORIQUE 6

I. Définition des concepts fondamentaux 6

A. Notion d'élection 6

B. L'idéologie 7

II. Les comportements électoraux et leurs modèles d'analyse 9

A. Les comportements électoraux 9

1. Le vote 9

2. Abstentionnisme électoral 10

B Modèles d'analyse du vote 10

1 Approche écologique 10

a. Le modèle psycho-politique 11

b Le modèle de la sociologie déterministe 12

2. Approche stratégique 12

3 Fonctions des élections 13

a. Du mandat des élus 14

b Le mandat impératif 15

c. Mandat représentatif 15

CHAP II : LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES DE 1993 ET DE 2010 EN COMMUNE DE MUGAMBA 17

I. L'élection présidentielle de 1993 17

A. Introduction 17

1. Du monopartisme au multipartisme en Afrique : résultat d'une pression occidentale 17

2. Du monopartisme au multipartisme au Burundi 19

3. Echec du multipartisme suivi d'un monopartisme non rassurant au Burundi (1966-1992) 19

4. Retour au multipartisme au Burundi en 1992 20

a. La charte de l'unité nationale 21

b. La constitution du mars 1992 22

c. L'électorat et l'éligibilité 23

B. Campagne électorale de 1993 25

C. Situation géographique de la commune de Mugamba 27

1 La population de la commune de Mugamba face au multipartisme en 1993.27

2 Les enjeux électoraux pour les présidentielles en 1993 28

3 Stratégie de conquête et conservation du pouvoir 30

4 Les retombées des élections présidentielles de 1993 33

II L'élection présidentielle de 2010.....35

Introduction 35

A Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi 36

B La constitution du 18 mars 2005 36

C L'électorat et l'éligibilité.....37

1 L'Electorat.....37

2 Eligibilité.....38

D. La campagne électorale de 2010 38

1 Dépôt et analyse des candidatures.....38

2. Le déroulement de la campagne électorale.....39

3 L'image figée ou non du multipartisme pour la population de la commune de Mugamba en 2010 39

4. Enjeux du processus électoral de 2010.....40

5. Les partis en compétition en commune de Mugamba en 2010 41

6. Election présidentielle 2010.....42

7. Les conséquences.....43

CHAP III : COMPARAISON GLOBALE DE CES DEUX ELECTIONS PRESIDENTIELLES 45

I. Le contexte sociopolitique de 1993 45

A. La campagne électorale pour les présidentielles de 1993 en commune de Mugamba....46

B. La campagne électorale pour la présidentielle de 2010 en commune de Mugamba....47

II. Les perceptions électorales en commune de Mugamba....47

A. Présentation méthodologique....47

1. Définition de concept « élection » en commune de Mugamba....47

2. Appréciations populaires des élections présidentielles de 1993 et de 2010 en commune de Mugamba....48

3. Attitudes populaires face aux élections présidentielles de 1993 et de 2010 en commune de Mugamba....51

4. Les attentes populaires face aux élections présidentielles de 1993 et 2010 en commune de Mugamba....52

5. Les habitants de la commune de Mugamba votent le programme du parti ou les qualités exceptionnelles du candidat pour la présidentielle de 1993 et de 2010....53

6. Les hommes politiques influencent les électeurs pour la présidentielle de 1993 et de 2010 en commune de Mugamba....54

7. Elan de participation sociale aux élections présidentielles de 1993 et de 2010 en commune de Mugamba....56

B. Analyse interprétative du vote au Burundi à partir de la commune de Mugamba....56

1. Application de l'approche écologique à Mugamba....56

2. Application de l'approche stratégique à Mugamba....57

C. Les tendances lourdes....59

D. Les facteurs explicatifs....59

a Le facteur ethno-politique 59

b Les facteurs environnementaux 60

c Explication par le système politique 61

E. Quelle approche faut-il privilégier ? 62

CONCLUSION GENERALE 63

BIBLIOGRAPHIE 65

I.LES OUVRAGES GENERAUX 65

II Mémoires 66

III. Les journaux 67

IV. Rapports, bulletins, Décret, codes et autres documents, publications officielles 67

V Cours 68

VI Dictionnaires 68

ANNEXES 69

INTRODUCTION GENERALE

L'élection est une institution qui a émergé dans le monde occidental à la fin du 18ème et au début du 19ème siècle et fut succédée par une longue période de luttes violentes. La conquête du pouvoir apparaît comme étant un long processus qui passe par voie électorale sauf dans des circonstances exceptionnelles par armée en cas de coup d'Etat. Ce phénomène est devenu monnaie courante en Afrique dans la mesure où certains des dirigeants considèrent le pouvoir comme étant leurs sources de revenu.

Au Burundi par exemple, avec la fin de la période coloniale, on assista à la tenue des premières élections en vue de conduire le pays vers son développement durable. Mais celui-ci fut jalonné par des coups d'Etats qui ont conduit le pays vers une dynamique institutionnelle. Il s'agit par exemple des coups d'Etat de 1966 par Michel Micombero, de 1976 par Jean- Baptiste Bagaza et de 1987 par Jean- Pierre Buyoya. Comme l'ont souligné Christian Coulon et dénis –Constant martin, les coups d'Etats s'inscrivent non dans un contexte de guerre civile mais de crise ethnique aigüe, accompagnée de répressions « ponctuelles » d'une atrocité brutale[1].

Cependant, comme le précise Norbert Elias, « Si l'occident est parvenu à adopter des modèles pacifiques d'accession au pouvoir, cela a été le résultat d'une longue évolution historique. L'élection est donc une institution qui naît et émerge dans le cadre de la construction de l'Etat- nation »[2].

Durant la période coloniale, les peuples du Tiers monde en général et de l'Afrique en particulier se voient imposer de nouvelles formes de gouvernement. La colonisation a été donc une forme de domination non seulement politique, mais aussi juridique, économique, sociale, culturelle et religieuse .Elle s'est accompagnée d'un transfert des institutions dites occidentales. Il eut alors une forte confrontation entre les réalités traditionnelles et la modernité.

Au Burundi, comme partout ailleurs en Afrique, l'institution électorale fut introduite vers la fin de la période coloniale.

---

[1] Christian Coulon et dénis –Constant martin, les afriques politiques, Ed.LA DECOUVERTE 1, Paris V, 1991.

[2] Cité par MANIRAGORA ELIE in A quoi servent les élections au Burundi : Etude à partir des perceptions populaires dans la Commune Gasogwe, U.B, 2004

Comme l'ont souligné Christian Coulon et dénis –Constant martin, « le phénomène électoral est un acquis de la colonisation… »[3].

Au terme de notre travail, nous nous sommes intéressés par les élections présidentielles de 1993 et de 2010 tout en menant une analyse comparative des deux élections et c'est pourquoi le titre de notre travail est :

«Analyse comparative des élections présidentielles de 1993 et de 2010 : Etude menée en commune de Mugamba ».

1. Intérêt scientifique du sujet

Le choix de la commune de Mugamba comme champ de travail a été motivé diverses raisons: Le point de départ de notre travail a été d'analyser le regard de la population burundaise face au multipartisme après plus d'une trentaine d'années du monopartisme.

En outre, ce travail nous présente la situation sociopolitique qui prévalait dans notre pays depuis 1993. Cette situation qui, par essence, est étroitement liée aux élections présidentielles de la même année, laisse constater que le peuple burundais a subi le courant démocratique au lieu d'en profiter. La population de la commune de Mugamba ne fût pas épargnée. Signalons également que malgré l'enjeu ethnique des élections de 1993, il n'y eut de confrontations entre les différentes composantes sociales.

En 2010 par contre, il eut intimidation de la part des militants du parti au pouvoir. Soulignons également que le critère ethnique avait perdu sa place contrairement à la période qui voit le déroulement des élections de 1993.

En jetant un regard rétrospectif sur notre pays, nous constatons que le Burundi avait déjà connu une élection présidentielle au suffrage universel en1984. Cette dernière s'était déroulée dans un système de parti unique et n'avait pas occasionné des évènements douloureux comme celles de 1993.

---

[3] Christian Coulon et dénis –Constant martin, Op.Cit, P187.

Le choix de faire une étude parallèle de deux élections a été motivé par l'objectif de déceler les mérites et les lacunes de l'une et de l'autre. Cela nous a permis de voir laquelle des deux élections aura été profitable au peuple burundais qui y participa.

2. Problématique

Notre travail s'intitule: «ANALYSE COMPARATIVE DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES DE 1993 ET DE2010: ETUDE MENEE EN COMMUNE DE MUGAMBA». A voir la victoire du FRODEBU et la défaite de l'UPRONA dans les élections de 1993 ; la victoire du CNDD-FDD (ancien mouvement rebelle) lors des élections de2005 et la défaite du FRODEBU vainqueur des élections de 1993, presque dans les mêmes proportions, nous a amené à nous poser certaines questions.

- La question centrale qui nous a poussé à choisir ce sujet est de savoir si la population de la commune de Mugamba aurait voté selon la personnalité du candidat ou selon le programme qu'il proposa à la population.

- La population de la commune de Mugamba adhère-t-elle vraiment au multipartisme ?

3. Hypothèses de travail

Dans notre travail, nous partons de l'hypothèse selon laquelle la conquête et la conservation du pouvoir incitent les acteurs politiques à mobiliser toutes les ressources disponibles en vue d'arriver à leurs fins. Cela a prévalu à l'occasion des élections présidentielles de 1993 au cours desquelles les candidats ont recouru à des ressources variées comme l'ethnisme, l'expérience ainsi que l'intimidation.

-Les électeurs acceptent ou non le multipartisme en commune de Mugamba.

-La population de la commune de Mugamba vote pour le programme du parti ou la personnalité du candidat.

4. Délimitation du sujet

Au niveau de la délimitation temporelle, notre travail prend pour borne inferieure l'année 1993 et pour borne supérieure l'année 2010. En effet l'année 1993 correspond à une période où le Burundi connaissait le multipartisme après plus de trente ans de parti unique et une crise politico ethnique qui a suivi les élections de 1993 et qui a secoué presque tout le pays à commencer par les institutions mises en place à cette date.

Quant à l'année 2010, il s'agit d'une année au cours de laquelle des institutions élues au suffrage universel en 2005, après une longue période de crise sociopolitique, viennent de terminer leur mandat.

5. Méthodologie de travail

5.1 Techniques de recherche

Dans le but de mener avec succès notre travail, nous avons utilisé différentes méthodes : nous avons commencé à consulter des ouvrages généraux, des mémoires, des journaux et publications susceptibles d'être à notre disposition.

Ensuite, nous avons recouru aux documents de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et les codes, les lois, résultats en rapport avec les élections de 1993 et de 2010 pour les présidentielles.

Une enquête a été effectuée sur terrain auprès des personnes témoins de la période du système multipartisme des années 1992 et 2010, nous avons aussi mené nos enquêtes auprès de ceux qui étaient militants des partis politiques à cette époque et ceux qui s'étaient proposés comme agents chargés de la propagande en commune de Mugamba.

En dernier lieu, nous avons interrogé des gens de différents statuts afin de nous assurer que l'information recueillie est susceptible d'expliquer les comportements électoraux des habitants résidant en commune de Mugamba.

5.2 Méthodes d'analyse

Pour bien mener notre travail, nous nous sommes servi de l'approche écologique dans laquelle l'école de Columbia nous a intéressé beaucoup et l'approche stratégique.

6. Les problèmes rencontrés

Au moment de la collecte des données, nous nous sommes heurtés à des difficultés multiples.

En effet, la plupart des informateurs ont refusé de nous donner des informations suffisantes craignant que nous fassions des recherches à des fins politiques malgré nos éclaircissements sur notre travail de recherche. D'autres pensaient que nous étions un agent d'une ONG quelconque qui allait leur apporter des aides, après le constat, ils étaient découragés et nous donnaient des informations courtes.

Outre les problèmes liés à la collecte des informations, les moyens financiers nous ont fait défaut du fait que nous devions parcourir de longues distances en recueillant des informations. D'autres ont refusé de livrer leur appartenance politique.

CHAP I : CADRE CONCEPTUEL ET THEORIQUE

La destitution de la monarchie héréditaire parfois absolue et de droit divin en Europe a donné naissance à une nouvelle forme de légitimation du pouvoir : l'«élection». La compréhension de ce concept que la majorité assimile ou confond avec la démocratie représentative suppose qu'on l'analyse avec ses contours. D'abord qu'on la définisse avec certains aspects qui l'accompagnent, ensuite qu'on étudie les comportements adoptés par ceux qui l'exercent, sa finalité, pour enfin terminer par s'interroger sur la durée du mandat des élus.

I. Définition des concepts fondamentaux

Dans cette approche conceptuelle, le présent travail axe sur deux notions fondamentales à savoir : la notion d'élection, l'idéologie.

A. Notion d'élection

Au sens étymologique, le concept « élection » dérive du mot latin « électio », choix qui tire lui-même son origine du verbe elegere et signifie choisir.

Ce terme élection signifie : « faculté de se déterminer librement entre plusieurs objets ou entre plusieurs desseins »[4]. A l'échelle nationale, une élection a d'abord pour objet de faire désigner les gouvernants par les gouvernés, conformément à son étymologie (du verbe latin elegere, choisir), elle offre aux électeurs, à intervalles réguliers, l'occasion de choisir leurs gouvernants[5].

Selon M. Duverger, «L'élection est une institution ayant objet la désignation des gouvernants par des moyens démocratiques par opposition à l'hérédité, à la cooptation ou à la conquête volante (coup d'Etat) qui sont des moyens anti-démocratiques ». [6]

---

[4] GUILBERT, Louis (dir), *Grand Larousse de la langue Française*, Paris, Librairie Larousse, 1972, p. 215.
[5] QUERMONNE, Jean-Louis : *Les régimes politiques occidentaux*, Paris, Edition du Seuil, 2005, p. 170.
[6] DUVERGER, M, Cité par MANIRAGORA, Elie, in *A quoi servent les élections Burundi ? Etude menée à partir des perceptions populaires dans la commune de Gasorwe*, Bujumbura, UB, FLESH, Histoire, p. 9.

De cette définition se dégage directement l'idée que l'institution électorale est dans ses origines une réaction contre les vieux systèmes anti-démocratiques d'acquisition du pouvoir.

En choisissant lui-même ses dirigeants par la voie électorale, le peuple-électeur échappe au risque de l'esclavage d'une monarchie héréditaire où le roi avait le droit de vie et de mort sur ses sujets.

De son côté, Jacques Lagroye dans sa « *Sociologie politique* » prolonge l'argument en affirmant que « L'élection est le résultat d'un ensemble de choix rationnellement motivés dont tous les citoyens qui sont présumés capables : choix entre des programmes et des candidats, dont ils évalueraient les mérites respectifs au regard de leur conception souhaitable. Choix entre des politiques dont ils apprécieraient les objectifs, la crédibilité et les opportunités »[7].

L'intérêt accordé au « verdict des urnes » par ces deux auteurs tient moins à l'expérience qu'à la compétence de tel ou tel autre individu, de tel ou tel autre groupe. Car comme l'écrit Sartori, « élection c'est sélection » et pour sélectionner entre plusieurs candidats, plusieurs programmes, on doit avoir un certain degré de compréhension pour discerner les enjeux de la compétition électorale.

Selon Jean-Louis Quermonne « le rôle assigné à la fonction élective aujourd'hui (c'est peut-être la fonction la plus importante) est de conférer ou de retirer aux pouvoirs publics leur légitimité.
Cette fonction n'a pas toujours été suffisamment soulignée. Partout elle a pris une importance déterminante avec le développement de l'alternance ». [8]

B. L'idéologie

Le concept « idéologie » (de idéo-élément tiré du grec idea et de logie du grec logos : discours, science. [9]

[7] LAGROYE, J, *Sociologie politique*, Paris, Dalloz, 1953, p. 334.
[8] QUERMONE, Jean-Louis, *Les régimes politiques occidentaux*, Paris, Edition du Seuil, 2005, p. 170.
[9] GUILBERT, Louis (dir), *Grand Larousse de la langue française*, paris, librairie Larousse, 1972, Tom2, V6, p. 120.

1[e] Etude des idées considérées indépendamment de toute implication métaphysique (c'est-à-dire des faits de conscience), de leurs lois, de leur origine que se proposaient Destult de Tracy et les philosophes de son groupe.

2[e] Ensemble d'idées (philosophiques, religieuses, politiques, économiques, etc.) formant un système plus ou moins cohérent, dont se réclame un groupe social, un parti, un gouvernement, un individu et qui inspire son action.

3[e] L'idéologie est une mise en forme systématique d'une vision globale du monde historique telle que le passé donne son sens au présent et le devoir-être ne donne lieu à aucune hésitation jusqu'à ce qu'il se dégage automatiquement de l'interprétation de la réalité actuelle. Or comme l'action dont il s'agit vise à influencer le comportement des hommes en société et que la politique apparaît comme la voie la plus efficace pour exercer cette influence, on pourrait dire que l'idéologie est une croyance politisée.

L'idéologie s'apparente à la croyance en ce sens que l'individu y adhère par ce qu'il considère qu'elle le concerne personnellement. Elle entraîne un engagement de tout son être et non seulement un jugement superficiel et révisable.

Le fanatisme de l'idéologie procède ainsi d'une double source, d'une part la certitude d'être l'expression de la vérité, d'autre part la conviction de tout ce qui n'est pas d'elle conspire pour la détruire.

L'idéologie mobilise l'histoire à son profit car elle prétend y trouver à la fois sa justification et l'assurance de son succès.

La croyance que diffuse l'idéologie se pare ainsi des traits d'une vérité objective dont le triomphe final est inéluctable. C'est ce caractère à la fois messianique et

eschatologique de l'idéologie qui fait son originalité parmi les croyances qui se proposent à l'adhésion des hommes.[10]

II. Les comportements électoraux et leurs modèles d'analyse

A. Les comportements électoraux

Les comportements électoraux concernent le « vote » en tant qu'acte de participation citoyenne et l'abstentionnisme électoral en tant que refus de l'offre politique.

Un comportement est défini comme la recherche d'un équilibre lorsqu'une action de l'environnement ou de l'organisme tend à détruire l'équilibre de l'ensemble.[11]

1. Le vote

Le vote (ou suffrage ou scrutin) a toujours été une caractéristique principale de tout régime démocratique.

L'acte de voter ne peut avant tout se comprendre que comme un acte de participation sociale ou d'engagement civique.

« Le vote s'inscrit dans un processus efficace de légitimation des instances des gouvernements si, du moins, la participation demeure à un niveau socialement acceptable ».[12]

L'électeur manifeste une préférence pour les candidats pour lesquels il vote et pour le parti dont il se réclame, mais si d'autres candidats et d'autres parti politiques que le sien sortent vainqueurs des élections, il les considèrera comme légitimement investis du pouvoir.

---

[10] BURDEAU, Georges, *Traité de la science politique*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Tom3, V3, p. 133.

[11] POLSBY, Nelson & WILDAVSKY Aoron, *L'élection présidentielle au Etats unis*, Paris, Nouveaux Horizons, 10e édition, 2000, p. 10.

[12] BRAUD, Philippe, *sociologie politique*, paris, LDGJ, Août, 2008, p. 445.

Qu'est ce qui explique alors ces types de comportement ?

2. Abstentionnisme électoral

L'abstention se définit comme un refus de participer à une discussion, à un vote, à la responsabilité d'une décision.

L'une des explications les plus courantes du faible taux de participation enregistré aux Etats-Unis, « faible par rapport aux nombres des autres démocraties occidentales », consiste à dire que les Américains éprouvent une désaffection peu commune pour la politique et que s'abstenir de voter est leur façon de manifester leur désapprobation ou leur désintérêt.

Il semble caractéristique d'une apathie civique voire d'un rejet explicite de toute participation politique. Il affecte probablement surtout des individus qui ne se sentent pas intégrés dans la société et ne ressentent absolument aucun intérêt pour la politique.[13]

B. Modèles d'analyse du vote

Sous cet aspect, deux types d'approches sont à nuancer. Il ya « l'approche écologique et l'approche stratégique » ; la première trouve l'explication du vote dans des caractéristiques psychosociologiques des individus tandis que la seconde la trouve dans la rationalité des électeurs.

1. Approche écologique

De sa définition en sciences sociales, le terme écologie désigne non seulement l'influence de l'environnement sur les comportements sociaux, mais plus largement, l'étude de ces comportements à partir des informations données dans le cadre d'unités territoriales appelées parfois collectives.

[13] POLSBY, Nelson & WILDAVSKY, Aoron, *Op-cit*, p. 10.

A la différence des analyses stratégiques centrées sur les composantes du choix individuel, les modèles explicatifs de ce type dégagent plutôt la vision d'une sorte d'électeur captif, conditionné par des solidarités sociales.

En définitive, l'intérêt principal de ces analyses écologiques est de faciliter la compréhension des permanences du comportement électoral. Permanence d'ordre géographique, socioprofessionnel et socioculturel.[14]

a. Le modèle psycho-politique

Cette analyse de l'Université de Michigan à partir d'une enquête nationale effectuée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale veut accorder plus d'attention aux réactions des électeurs qu'aux objets politiques changeants comme le candidat ou enjeux du débat politique.[15]

D'après cette école en effet : « l'idée est que dans l'ensemble de très nombreux éléments qui produisent des effets sur le vote des électeurs, il y en a de « lointains » (.....) et de proches (.....) « d'exogènes » (.....) « d'extérieur » ou de « personnel », de « non politique » ou de « politique » quand ils sont perçus comme tel par l'électeur ».[16]

En réalité, selon cette approche, le rôle joué par les préférences partisanes dans les choix électoraux est généralement influencé par les votes antérieurs ou les opinions politiques. Or celles-ci sont créées à l'occasion des grandes campagnes électorales.

---

[14] BRAUD, Philippe : *Op-cit*, p. 470.

[15] NIMUBONA, Julien, *Théories et systèmes politiques*, cours dispensé en 1ère licence, U.B, Histoire, S.P, 2011-2012, p. 31.

[16] MAVER, N et PERRINEAU, P cité par MANIRAGORA, Elie in *A quoi servent les électrons au Burundi ? Etude mené à partir des perceptions populaires dans la Commune GASORWE*, Bujumbura, UB, FLSH, Histoire, A.A 2003-2004, p. 18.

b. Le modèle de la sociologie déterministe

Selon les auteurs de l'école de Columbia notamment (P) Lazarsfeld: « une personne pense politiquement comme elle est socialement, les caractéristiques sociales déterminent les préférences politiques »[17].

Le vote est un comportement individuel mais réglé par des normes collectives, celles des groupes auxquels on appartient, partager les conditions de travail et d'existence développe les aspirations et des valeurs communes, on vote comme sa famille, comme ses voisins, comme ses collègues, la tendance étant homogénéité politique des groupes sociaux.

Cette importance accordée au déterminisme social est contestée par une autre école américaine qui affirme que l'électeur n'est pas prisonnier de ses caractéristiques sociales.

2. Approche stratégique

Cette approche postule un « électeur actif, raisonnable et autonome».

Chaque groupe adopte des conduites (passives et actives) adaptées à la défense ou à la promotion de ses préoccupations singulières et non pas des objectifs communs.

S'il y a comportement stratégique, cela signifie que chaque acteur ou groupe d'acteurs dispose dans l'organisation d'un minimum de marge de manœuvre lui permettant d'adopter un comportement volontariste : soit actif, soit d'inertie délibérée.

En effet, Crozier et Friedberg admettent que «les acteurs n'ont qu'une liberté restreinte et ne sont capables corrélativement que d'une rationalité limitée». Plus encore, ils admettent que «leur liberté et leur rationalité, leurs objectifs et leurs

[17] NIMUBONA, Julien *Théories et systèmes politiques* , cours dispensé en 1ère Licence, U.B,FLESH, Histoire, S.P,. A/A 2011-2012, p. 31.

besoins ou si l'on veut leur affectivité sont des construits sociaux et non pas des entités abstraites»[18].

Selon Antony Downs, dans *An Economic Theory of democracy* publié en 1957, «les acteurs politiques sont rationnels dans la mesure où ils cherchent à adapter les moyens aux fins qu'ils suivent.

Les partis politiques sont des entreprises politiques qui cherchent à maximiser les votes en leur faveur et les électeurs votent pour celui qui leur procure le plus de bénéfice ou d'utilité à moindre coût».[19]

On comprend par-là que plus le gouvernement en place n'honore pas les promesses des dirigés ou leurs attentes, plus il est voué à la défaite. On doit par ailleurs préciser que l'électeur rationnel n'est pas n'importe qui. Il doit être quelqu'un qui a des attitudes politiques et des connaissances politiques très développées, quelqu'un qui est intéressé d'une façon ou d'une autre par des activités politiques.

3. Fonctions des élections

Dans sa conception originale, les élections sont censées rétablir la dignité humaine à travers l'établissement de la liberté et l'égalité politique, économique, sociale et culturelle des citoyens.

Certains auteurs comme Claude Emeri affirment que «l'élection n'est que le piège (....) par lequel tous les cinq ans quelques millions d'opprimés se donnent de nouveaux oppresseurs».[20]

Cette idée que nous retrouvons dans la plupart des théories marxistes se trouve reprise également par certains théoriciens élitistes. Ainsi, Gaetano Mosca stigmatisait le vote comme inopérant, inutile pour signifier que «le vote de

[18] BRAUD, Philippe, *op. cit.* p.465
[19] MAYER, N ET PERRINEAU, P cité par MANIRAGORA Elie, *op. cit*, p.20

[20] BRAUD, P cité par MANIRAGORA, Elie, *op-cit*, 2003-2004 p.22

masses populaires n'a pas changé fondamentalement la distribution oligarchique du pouvoir».[21]

C'est à ce niveau que le vote gardait le sens de favoriser la légitimation et la reproduction des mêmes élites au pouvoir.

Ces auteurs restent pessimistes quant à l'établissement de la démocratie à travers le suffrage universel.

Chez les marxistes et les penseurs pessimistes, les élections ne sont que le moyen qui permet aux opprimés de choisir, tous les quatre ans, leurs oppresseurs ; le régime représentatif ne supprimant pas la distinction entre gouvernants et gouvernés. Les systèmes électoraux, au lieu de poursuivre et de parfaire la démocratie d'égalité et de liberté n'auraient ainsi pour objectif que celui de légitimer le pouvoir de telle ou telle catégorie dirigeante (bourgeoisie capitaliste, parti unique, élites militaires ou religieuses, élites ethniques ou régionales.....).[22]

a. Du mandat des élus

Il ne suffit pas, en démocratie que les gouvernés soient représentés, il faut encore qu'ils le ressentent. C'est là un élément de la légitimité du régime politique, voire de son efficacité social.[23]

Les élus sont désignés selon des modes de scrutin (majoritaires, proportionnels, mixtes) dont les effets tendanciels se résument à travers au moins cinq critères : «clarté des enjeux, liberté de choix des électeurs, équité de la représentation; influence du mode de scrutin sur la constitution d'une majorité gouvernementale, la proximité élus/électeurs ».[24]

---

[21]COTTERETET EMERI, JM, *Les systèmes électoraux*, cité par MANIRAGORA Elie, *op-cit*, 2003-2004, p. 23.
[22]OAG, *Etat des lieux des partis politiques Burundais à la veille des élections de 2010* Bujumbura 2010, p. 91.
[23] BRAUD, P, *op-cit*, p. 454.
[24] BRAUD, P cité par MANIRGORA, Elie, *op-cit*, p. 24.

b. Le mandat impératif[25]

Chaque électeur considéré comme étant le titulaire d'une quote-part de la souveraineté, le représentant élu d'une circonscription peut être considéré comme le mandataire des électeurs de cette circonscription ou plus exactement du groupe d'électeurs qu'il l'a élu.

Il s'en suit dans cette conception que le mandant peut limiter le mandat qu'il donne et le révoquer à son gré.

Cette idée soutenue par Jean Jacques Rousseau précise qu'en cas de défaillance des élus, les électeurs mettent fin à leur mandat.

c. Mandat représentatif

Le mandat des élus doit être limité.

Dans les Etats modernes, la durée du mandat parlementaire est généralement de quatre ans ou de cinq ans, chaque élu étant indéfiniment rééligible. Autant la durée de leur mandat, les élus doivent s'occuper des affaires de tous et non de ceux qui les ont élus. [26]

Comment peut-on conclure ce chapitre?

Comme le sujet l'indique, ce chapitre avait pour but de comprendre ce qu'est élection.

Ayant pris son origine dans un espace extrafricain, nous avons généralement étudié cette notion sur base de sa conception occidentale. C'est pour cette raison que certains aspects ont fait objet d'attention particulière.

Apres avoir défini le concept élection, nous avons insisté sur les comportements électoraux et leurs modèles d'analyse, la finalité des élections et le mandat des élus.

---

[25] Lire CADART, J, *institutions politiques et droit constitutionnel*, 3^{em} éd, Paris, Economica, 1990, p. 199.
[26] LAUNDY, J, œuvre cité par MANIRAGORA, Elie, *op.cit* , p. 25

Le second aspect concernant les comportements électoraux et leurs modèles d'analyse a insisté sur le vote et l'abstentionnisme électoral.

Du point de vue du vote, comportement selon lequel les dirigeants sont élus et reçoivent la légitimité populaire, la sociologie électorale l'aborde sous deux angles.

D'une part, il y a l'angle écologique où l'électeur est conditionné pour exprimer son choix. Comme conséquence, il vote sans pour autant connaître l'enjeu et la signification de l'acte posé.

D'autre part, il y a l'angle stratégique où l'électeur calcule l'avantage et l'inconvénient de voter ou de ne pas voter.

La grande leçon est que l'élection reste plus problématique qu'une solution envisagée aux difficultés sociopolitiques.

Il faut à présent montrer si, à travers la commune de Mugamba, l'électeur burundais s'inscrit dans ces modèles universels. Mais avant d'y arriver faisons d'abord un petit aperçu sur les élections au Burundi en les élargissant par expérience africaine.

CHAP II : LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES DE 1993 ET DE 2010 EN COMMUNE DE MUGAMBA

I. L'élection présidentielle de 1993

A. Introduction

Le multipartisme est la « caractéristique d'un régime politique où la liberté d'association permet à plus de deux partis de participer aux débats politiques et aux élections »[27], c'est un des fondements de la démocratie. Le multipartisme implique que les autorités acceptent les sensibilités politiques qui ne sont pas de leur obédience et la critique à leur égard.

Certes, le multipartisme est une garantie pour le citoyen de contrôler des actions étatiques, avec une presse libre mais aussi de pouvoir librement intervenir sur la scène politique. Mais ce système, bien qu'il soit le moins mauvais, a aussi des inconvénients dans les pays dits sous-développés.

1. Du monopartisme au multipartisme en Afrique : résultat d'une pression occidentale

L'évènement qui reste et qui restera inoubliable chez les Africains est le sommet franco-africain, qui s'est tenu du 19 au 21 juin 1990 à La Baule en France.

Devant vingt-six chefs d'Etat africains, le discours du président français d'alors François Mitterrand, coïncidait avec l'ouverture progressive de quelques pays africains à la démocratie et au multipartisme.

Dans ce discours, il tenait assurément à faire passer devant ses pairs un message résumé en une phrase : « Le souffle de la démocratie fera le tour de la planète ». Mais l'annonce n'était pas plus surprenante.[28]

---

[27] RATIER, E, *Encyclopédie politique* (Faits et documents) Paris, 1992 in OAG, *Etat des lieux des partis politique à la veille des élections de 2010*, p.24.

[28] OAG, *Etat des lieux politiques burundais à la veille des élections de 2010*, Bujumbura, 2010, p. 28.

En clair, il leur signifiait que les évènements qui ont emporté « des régimes considérés comme les plus forts » en Europe Centrale et Orientale, n'épargneront pas l'Afrique. D'où la nécessité pour cette dernière de s'engager sur le chemin de la démocratie. Avec un peu de prudence, il admettait que, tout en étant un principe universel, la démocratie doit tenir compte « des différences de structures, de civilisations, de traditions et de mœurs ».

Le soin était mis à rassurer ses interlocuteurs, en leur disant, entre autres, que rien ne sera fait « en dehors du respect et de la considération que nous avons de vous ». Cette attitude n'a pas suffi pour atténuer la forte tonalité de son discours[29].

A l'évidence, à La Baule, les thèmes classiques sur la dette et son poids démesuré, sur la responsabilité qui incombe aux pays riches, sur le devoir envers l'Afrique auquel la France ne saurait se dérober, sur l'indispensable accroissement de l'aide publique, n'ont guère pesé face à la leçon de démocratie administrée par François Mitterrand qui n'hésitait pas d'affirmer que « la France liera tout son effort de contribution aux efforts qui seront consentis pour aller vers plus de liberté ».

La plupart des dirigeants du continent se sont exécutés. Mais le respect des consignes données par le président français a varié selon les pays et les hommes au pouvoir. De toutes manières, il fallait marcher dans le sens du vent si l'on ne voulait pas courir le risque de se voir chassé du fauteuil présidentiel.

La démocratie s'est aussi implantée dans une société appauvrie, fragilisée par des décennies de guerre et de pandémies, le tout sur le fond d'inculture systématisée dans des zones de non droit. Le multipartisme comme gage de démocratie exigée par les bailleurs de fonds s'est aussi implanté sur de mauvaises bases.

---

[29] OAG , *Etat des lieux des partis politiques Burundais à la veille des élections 20210* Bujumbura 2010, p. 32.

Les partis politiques se sont brusquement multipliés du jour au lendemain.

Les leaders politiques se sont souvent axés sur les clivages ethniques et identitaires plutôt que sur les clivages philosophiques résultant d'un débat d'idées pour attirer les sympathisants, asseoir leur autorité et atteindre le pouvoir

Dans un contexte d'absence d'Etat de droit, brimant l'esprit d'entreprise et décourageant l'effort et l'initiative individuels, seul le pouvoir politique et le contrôle de l'appareil de l'Etat garantissaient l'accès à la richesse et à l'ascension sociale[30].

2. *Du monopartisme au multipartisme au Burundi*

La période qui va de l'époque des années de l'Indépendance à aujourd'hui (1960 à 2009) peut être subdivisée en trois parties : la première qui va de l'indépendance à 1966, la deuxième de 1966 à 1992 et la troisième de 1992 à aujourd'hui.

Néanmoins, il convient de signaler qu'avant 1960, le multipartisme existait, dans la mesure où quelques partis existaient déjà de fait. La procédure d'agrément ne sera déclenchée qu'en 1960. Jusqu'à la fin du mois de décembre 1960, vingt-six(26) partis étaient déjà agréés dont dix-sept vont participer aux élections de 1961, certains d'entre eux se sont fédérés en cartels.[31]

3. Echec du multipartisme suivi d'un monopartisme non rassurant au Burundi (1966-1992)

Si le parti UPRONA a été agréé en 1960, sa création date de 1957[32]. Fondé par le prince Louis Rwagasore, l'administration belge a suscité contre ce parti, la création d'un Parti Démocrate Chrétien (PDC) menée par les chefs proches d'elle.

---

[30] OAG, *Etat des lieux des partis politiques burundais à la veille des élections de 2010* Bujumbura, p. 34.
[31] OAG, *Op.cit.*, p. 36.
[32] Selon NICAYENZI, Zénon compagnon du Prince Louis Rwagasore, le parti UPRONA a été fondé en 1957 et agréé le 07 janvier 1960.

Apres la victoire aux élections d'avant l'indépendance (1961), le parti UPRONA (Union Pour le Progrès National), s'est imposé en parti unique, système en vogue dans plusieurs pays africains.

Pour l'essentiel, il s'agissait d'un ensemble nationaliste, autour de l'UPRONA et un Front Commun hostile à l'indépendance immédiate, autour du PDC ; celui-ci a remporté les élections municipales de décembre 1960 mais c'est l'UPRONA qui a triomphé aux législatives de décembre 1961 (58 députés sur 64).

4. Retour au multipartisme au Burundi en 1992

La démocratie a fait son chemin dans la foulée avec un retour au multipartisme en vertu de la nouvelle constitution, adoptée par référendum en 1992. Cette accélération comme ailleurs en Afrique, était due au vent nouveau qui soufflait à la suite de la chute du mur de Berlin en 1989.

La vocation « progressiste » des partis uniques et des dictatures militaires se retrouvait privée de références, de modèles et de soutiens. On assiste, dès lors, à un processus de multiplication des partis, qui n'était pas sans rappeler la première expérience.

L'UPRONA était confronté au FRODEBU (Front pour la Démocratie au Burundi). D'autres partis ont été créés, au total, le pays comptait 12 partis à la veille des élections de 1993.

Il s'agit de : l'UPRONA, le PRP, le PP, le RPB, le FRODEBU, l'ANADDE, le RADES, le PL, le PSD, le PIT, l'ABASA, et le MSP INKINZO.

Ces élections ont donné la victoire au candidat du FRODEBU, Melchior Ndadaye avec les deux tiers des voix exprimées, les législatives ont confirmé cette tendance avec 65 députés du FRODEBU sur 81, le reste allant à l'UPRONA.

La passation des pouvoirs s'est effectuée avec une grande dignité, le Burundi avait pour première fois un président élu.[33]

Plusieurs facteurs expliquent le système multipartisan mais les facteurs sociaux sont à souligner ce qui se traduit par le rôle du système de partis. En démocratie son rôle est de modérer et de contenir les conflits de classes. Un système multipartisan est-il mieux adapté à cette fonction qu'un système bipartisan ? Tout dépend du degré de rigidité de la stratification sociale et d'intensité de la conscience de classe. Un système multipartisan est d'autant plus aisé à établir que la stratification est plus poussée et d'autant plus nécessaire que la conscience de classe est plus ferme.[34]

a. La charte de l'unité nationale

L'étude de la question de l'unité nationale nous aura montré que malgré les divisions constatées, les Burundais ont tous les atouts nécessaires pour bâtir une nation libre, unie et démocratique. Il nous faut définir et expliquer des politiques qui déracinent les germes de divisions qui se sont petit à petit incrustés dans notre société. Nous devons mettre au point un projet de société où tous les membres sont considérés et se considèrent eux-mêmes comme des partenaires égaux et responsables ayant les mêmes droits et les mêmes devoirs. C'est un projet qui doit organiser la société au niveau des structures de manière à promouvoir l'intérêt général de tous les Burundais. L'unité nationale était donc mise au centre de toutes les activités politiques du pays.

Le président Pierre Buyoya explique : « nous devons rompre avec cette attitude confortable et profondément injuste qui consiste à jeter la faute sur l'autre ethnie globalement et définitivement ».[35]

---

[33] OAG, *Op.cit.*, p. 39.
[34] SCHWARTZENBERG, Roger-Gérard, *politique contemporain*, Paris, Institut d'études politiques, 1980, p. 191.
[35] *Le Renouveau du Burundi d'octobre 1988*, n° 2701, p. 3.

Malgré les bonnes idées qui figurent dans cette charte notamment la lutte en faveur de la justice, la paix, le compromis et la démocratie ; le pays n'a pas tardé à sombrer dans une crise sanglante occasionnant la mort d'un bon nombre de la population burundaise.

b. La constitution du mars 1992

En répondant aux recommandations de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'Unité Nationale, une commission constitutionnelle fut mise sur pied par le décret présidentiel N°100/039 du 21 mars 1991.

Cette dernière avait pour mandat :

→d'analyser le débat national sur la démocratisation des institutions et de la vie politique ;

→d'élaborer enfin le projet de constitution de la République du Burundi et d'en assurer l'explication avant son adoption.[36]

Une fois mise en place, la commission constitutionnelle s'est mise à l'œuvre. Dans son projet de constitution, la commission proposait ce qui suit :

1° la mise en place d'un Etat de droit fondé sur la garantie des libertés tant individuelles que collectives et destiné à traduire dans les dispositions constitutionnelles, la démocratie des institutions politiques.[37] Au terme du débat, le président invitait le peuple burundais à adopter par la voie référendaire la constitution pluraliste en date du 9 mars 1992. Cette dernière fut adoptée à une majorité écrasante de 90,23%. Cette constitution mettait fin aux reproches formulées à l'encontre du système monopartite dont l'impossibilité pour les citoyens de jouir librement de certaines libertés civiles et politiques.

---

[36]REPUBLIQUE DU BURUNDI, *rapport sur la démocratisation de l'institution et de la vie politique au Burundi*, Bujumbura, 1991, p. 1.

[37] « Décret-loi n° 1/06 du mars 1992» in *BOB* portant promulgation de la constitution de la république du Burundi, p. 95.

L'article 53 de cette nouvelle loi fondamentale stipulait ceci : « le multipartisme est reconnu en République du Burundi ».[38]

c. L'électorat et l'éligibilité

L'article 4 du code électoral stipulait que pour être électeur, il fallait remplir les conditions suivantes : « sont électeurs les citoyens burundais des deux sexes, âgés de dix-huit ans révolus à la date du scrutin, jouissant de leur droits civils et politiques et n'étant pas dans l'un des cas d'incapacité électorale prévus par le présent code ».

En outre, l'article 5 montrait que sont frappées d'incapacité électorale temporaire :

« 1° les personnes placées en détention préventive conformément à la disposition du code de procédure pénal ;

2° les personnes placées en détention en exécution d'une peine de servitude pénale principale ou subsidiaire ou en exécution d'une contrainte par corps ;

3° les personnes mises en disposition du gouvernement en application des articles 48 et suivant le code pénal ;

4° les personnes internées ou hospitalisées pour cause d'aliénation mentale ou en vertu de toute autre mesure de défense sociale ;

5° les personnes faisant objet d'une mesure d'interdiction par application des dispositions du chapitre premier du titre XIV du code des personnes et de la famille ;

6° les personnes faisant objet d'une condamnation à la dégradation civique les privant des droits visés au 2° de l'article 56 du code pénal ou à la peine complémentaire facultative prévue à l'article 439 dudit code ».

---

[38] NDAGIJIMANA, J, *Essai d'étude sur les partis de l'opposition au Burundi: 1993-1995*, Bujumbura, université UB, FLESH, Histoire; 1996, p.30.

L'article 7 dudit code ajoutait encore que sont frappées d'incapacité électorale définitive sous réserve des dispositions de l'article 8 ci-dessous :

« 1° les personnes condamnées par crime à une peine principale supérieure à dix ans de servitude pénale ;
2° les récidivistes condamnés pour délits électoraux[39]».

L'article 8 montrait que les exceptions qui peuvent intervenir à savoir les effets de la grâce, de l'amnistie ou de la réhabilitation sur l'application des articles 5-6 ; et 6,7 du présent code, sont déterminées conformément aux principes posés respectivement par les articles 111,128, 132 du code pénal. L'article 91 dégageait des conditions d'éligibilité, des causes d'inéligibilité et d'incompatibilité.

En effet, le candidat à la présidence devait :

« 1° avoir la qualité d'électeur dans les conditions précisées par les articles 4 à 10 du présent code ;

2° être de nationalité burundaise de naissance ;

3° être âgé de trente-cinq ans révolus à la date du dépôt de candidature ;

4° résider sur le territoire du Burundi au moment de la présentation des candidatures ;

5e jouir de tous les droits civils et politiques ;

6e souscrire à la charte de l'Unité Nationale et exprimer son adhésion aux principes fondamentaux suivant :

[39] *BOB de mars 1992*, p. 111.

« le respect, la sauvegarde et la consolidation de l'Unité Nationale ; la protection et la promotion des droits fondamentaux de la personne humaine ; la promotion d'un Etat de droit fondé sur le respect et la défense de la démocratie ; défense de l'intégrité du territoire et de la souveraineté nationale ; la prescription de l'intolérance, de l'ethnisme, du régionalisme, de la xénophobie, du recours à la violence sous toutes ses formes».

De surcroit, l'article 11 dudit code électoral ajoutait que : « le mandat du représentant est incompatible avec toute autre fonction à caractère public, élective ou non ».

Tout agent public statutaire ou contractuel qui est élu comme représentant est d'office placé dans la position de détachement[40].

B. Campagne électorale de 1993

Chaque champ tenta d'appeler son candidat pour qu'il se prononce et dissuade l'autre de ne pas se présenter. Toutefois, la campagne battait son plein d'une façon officieuse et subtile comme le remarque Cyriaque Simbizi : « Sa machine électorale est déjà en marche et lui-même peut prendre son hélicoptère pour aller dire indirectement à la population : voilà, cette unité si indispensable, c'est moi, la nomination des vôtres à de hautes fonctions c'est moi ; voter pour moi, c'est voter utile»[41].

Personne ne le nie, durant la période pré-électorale, le président Buyoya, appuyé par son administration, sillonna le pays.

Certainement que beaucoup de ses déplacements l'ont été dans le cadre de la propagande pour s'assurer d'avance les faveurs de l'opinion.

---

[40] *BOB* 1993, ex 3, p. 257.

[41] SIMBIZI Cyriaque, *BUYOYA-NDADAYE: «* deux candidats au profit fort différent » in *le Citoyen* n° 6 du 1er au 15 mars 1999, p. 1.

Pour le FRODEBU habitué à la clandestinité, les moyens ne lui permettaient pas de faire comme son rival potentiel. Cependant, il ne restait pas les bras croisés. Il recourrait aux méthodes souterraines comme le dit Julien Nimubona[42].

Du côté de l'UPRONA, la même attitude se remarquait. Ndadaye était invité à céder la place à Buyoya. Mais curieusement on se demande toujours pourquoi même à la dernière minute il ne change pas d'avis[43].

Les acteurs de l'UPRONA comparaient leur adversaire à un suicidaire car son échec serait cuisant s'il se présentait. Après ces vaines tentatives observées de part et d'autre, les partisans de Buyoya invitèrent ce dernier à s'engager officiellement.

« Tout le peuple burundais attend aujourd'hui qu'il pose le geste de candidature pour être consacré en héros publiquement sans détour, car le peuple burundais attend cette occasion pour exprimer le sentiment d'exprimer son unité, l'Etat de droit et l'évènement d'un combat politique sain ».[44]

Du côté de l'opposition, la stratégie était tout autre. Le temps était consacré au rappel constant sur toutes les collines des méfaits des régimes qui s'étaient succédé. Dans ce travail, le mot d'ordre était « twarabahinyuye » c'est à dire « nous vous avons démasqués ».[45]

Cependant, lors de la campagne électorale, le débat politique a dévié de son idéal démocratique, de confrontation des projets de société et des programmes politiques pour s'ethniser.

Au lieu de parler de leurs programmes politiques, en effet, l'ethnicité est devenue l'argument facile pour mobiliser les militants.

---

[42] NIMUBONA, J, *Election présidentielle du 1er juin 1993 : problématique de la légitimation en situation dynamique sociopolitique, mémoire, faculté de droit et des sciences politiques, Institut d'Etudes Politiques* IEP, Bordeaux, 1994, p. 115.

[43] MUKASI , C, « *BUYOYA* devrait être le candidat » in *L'Indépendantn* 59 du 8 avril 1993, p. 2.

[44] *Ibidem*, pp. 1-2.

[45] NIMUBONA Julien, *Op-cit.*, p. 90.

Parallèlement, des enseignements divisionnistes se distillaient dans la population par les militants de base de certains partis politiques.

C. Situation géographique de la commune de Mugamba

La commune de Mugamba se trouve dans la partie septentrionale de la région naturelle du Mugamba. Elle est au nord-ouest du chef- lieu de la province de Bururi.

Elle a comme communes frontalières, la commune de Bisoro à l'Est,celle de Gisozi au nord-Est, celles de Buyengero et Songa au sud, celle de Burambi au Sud-ouest, à l'ouest la commune de Muhuta et au nord-ouest la commune de Mukike.

Elle se subdivise en 6 zones administratives : celles de Kibezi et Muramba au Sud-Est,celle de Nyagasasa et Kivumu au centre-nord et celle de Vyuya et Mwumba du centre à l'ouest.

1. La population de la commune de Mugamba face au multipartisme en 1993

La grande majorité des interviewés m'a confirmé que la population de la commune de Mugamba adhérait au pluraliste politique et qu'elle avait soif du changement ; ils m'ont suggéré aussi que dans le système monopartite il y avait le monopole de la parole, sauf les plus âgés qui ne reconnaissaient d'autres partis que l'UPRONA.

Cela se concrétise dans les propos de quelques-uns :

« la commune de Mugamba est une commune très vaste ayant des mentalités très diversifiées. Selon son immensité, il y a des parties relevant de l'Imbo, du Mugamba et du Bututsi. Pour cela, d'aucuns ont vite compris l'avènement du multipartisme en 1993 ».[46]

[46] Les propos de NKESHIMANA, Gaspard, instituteur à l'EP Ruhinga, interviewé le09/9/2013.

« La population de la commune de Mugamba adhère au pluralisme politique. Ce qui le prouve est que le conseil communal est constitué de conseillers provenant de huit partis politiques notamment CNDD-FDD, MSD, FRODEBU, UPRONA, MRC, FNL, CNDD, PARENA ».[47]

« En commune de Mugamba, la population était habituée au parti unique, la plupart avaient des difficultés pour comprendre pourquoi on était tous attachés à l'UPRONA surtout les plus âgés»[48].

« En 1993, la population de la commune de Mugamba n'adhérait pas au multipartisme, dans les années 60 l'avènement du pluralisme avait provoqué des tueries interethniques ; les adhérents de ces partis commençaient par s'entretuer, ces partis qui reviennent nous ne les voulons pas parce que ceux d'avant ne nous ont rien apporté de bon. Comme c'était le règlement national, ils ont voté, la suite vous l'avez vu comment les gens ont péri »[49].

2. Les enjeux électoraux pour les présidentielles en 1993

Le parti FRODEBU se servit du passé lointain pour mobiliser ses sympathisants autour du candidat du changement. Ce recours consistant en effet à faire une critique froide des malversations politiques et économiques des régimes précédents. Ces éléments clefs étant l'armée, la mauvaise gestion de l'Etat et l'administration de l'UPRONA. Au sujet de l'armée, « elle n'aurait fait que tuer des gens », mais on ne s'interrogeait pas sur les causes profondes des diverses crises qu'avait connues le pays.

Ainsi les leaders du FRODEBU affirmaient : « Les Burundais sont fatigués des dictatures sanglantes qu'ils ont subies et les soldats ont tellement tué de gens sur

[47] Les propos du chef de colline Nyamugari, NDUWIMANA Pierre interviewé le 31/8/2013.
[48] Les propos de NJEJWE, Gérard, instituteur à l'EP Ruhinga interviewé le 09/9/2013 à 9h 10.
[49] Les propos de RUSUGURU, Daniel, cultivateur de la colline NYAMUGARI, interviewé LE 09/9/2013.

nos collines que ce n'est pas maintenant que nous apportons des germes de division : les germes étaient déjà là ».[50]

Les acteurs du FRODEBU essayaient donc de démontrer que le pouvoir UPRONA avait exclu une partie de la population de la conduite des affaires. De plus, une région s'était exclusivement arrogée le monopole du pouvoir sans aucune légitimité comme le soulignait Ntibantunganya : « Tout le monde sait que le président Buyoya vient de passer plus de cinq ans sans mandat populaire ».[51]

A cet égard, il présentait le président comme un usurpateur du pouvoir. Eu égard à toutes ces injustices, les tenants du changement considéraient la démocratie comme l'unique voie de sortie.

Ntibantunga ajoute : « Nous sommes convaincus aujourd'hui que le remède efficace contre le virus divisionniste dont la forme essentiellement ethnique n'a pas manqué d'emprunter les variantes régionalistes ou claniques n'est rien d'autre que la démocratie ». L'UPRONA se référait au passé récent depuis 1987.

Les sympathisants de l'UPRONA recourraient au passé récent pour mobiliser plus de monde aux élections de juin1993. Ils essayaient de convaincre la population en s'appuyant sur les réalisations sociopolitiques de la troisième République.

Sur le plan politique, les supporters du candidat Buyoya évoquaient la bonne gestion des moments des troubles ; « souvenez-vous, chers lecteurs de 1988 et des évènements de Ntega et de Marangara.

---

[50] BIMAZUBUTE, J, « Demain le verdict » in *l'Aube de la démocratie* n°18 du 1er au 15 mai 1993.

[51] NTIBANTUNGANYA, S, « L'alternance est-elle pour bientôt » in *L'aube de la démocratie* n°17 du 16 au 30 avril 1993, p. 5.

Le PALIPEHUTU fortement soutenu par un vieux régime de la région rongé par un virus de corruption, de régionalisme et du clanisme, cherchant à détourner l'attention de l'opinion nationale et internationale braquée sur lui, poussant les paysans de Ntega et de Marangara à massacrer d'autres paysans, leurs voisins pour le simple fait d'être né de l'autre ethnie par hasard.

Contre toute attente, Buyoya maîtrisa la situation, organisa le retour des exilés et pardonna aux criminels ».[52]

De surcroît, affirmait Charles Mukasi, « Ndadaye qui n'a jusque-là brillé que par l'irrespect des lois, celles des institutions, la complicité jamais démentie avec des enseignements tribalo-terroristes, la solidarité avec ceux qui prêchent la désobéissance civile, le mensonge, le terrorisme et la haine ethnique ».[53]
En outre, le candidat du changement fut intellectuellement sous-estimé comme nous le remarquons ici : « un pays où un homme sur deux pense et fait comme Ndadaye est ingouvernable. Il plongerait immuablement le pays dans la guerre ».[54]

3. Stratégie de conquête et conservation du pouvoir

Selon l'encyclopédie politique[55] le mot « parti » trouve son origine dans l'expression « pars, partis » en latin, ce qui signifie « portion, partie, part » en français.

Lapalombara définit les partis politiques comme « des formations qui groupent des hommes de mêmes opinions pour assurer une influence véritable sur la gestion des affaires publiques ». Pour François Goguel, ce ne sont pas que les idées qui sont mises en avant dans les partis politiques, il y a aussi l'intérêt des membres.

[52]SEMASHAZA , JC, « Pierre Buyoya, le candidat de tous les Burundais », in *l'Indépendant* n°61 du 5 mai1991, pp. 1-3.
[53]MUKASI, C, *Op.cit.*, pp1-2
[54] « Le président BUYOYA gagne les élections à plus de 80% pourquoi? »In *l'Indépendant* n°63 du 28 mai, p2
[55] OAG, *Etat des lieux des partis politiques burundais à la veille des élections de 2010*, p. 32.

Ainsi pour lui, « un parti est un regroupement organisé pour participer à la vie politique en vue de conquérir partiellement ou totalement le pouvoir et d'y faire prévaloir les idées et les intérêts de ses membres »[56].

Selon les informations recueillies à l'OAG, à propos de la liste exhaustive des partis politiques, nous avons vu que 12 partis politiques étaient déjà agréés avant la campagne électorale de juin 1993. Or les résultats sur les présidentielles montrent que 3 partis étaient présents sur la scène politique en commune de Mugamba.

En outre, parmi ces derniers, les deux partis à savoir l'UPRONA qui était le plus influent et le FRODEBU moins actif ainsi que le PRP qui était presque inexistant dans notre Commune, donc le parti UPRONA était très actif si on analyse le tableau des résultats.

La loi sur les partis politiques stipule que « un parti politique est une association sans but lucratif dotée de la personnalité civile et regroupant des citoyens autour d'un projet de société fondé sur l'Unité Nationale avec un programme aux objectifs précis dictée par le souci de réaliser l'intérêt général et le développement de tous »[57].

Selon Adrien Ntiburumusi : « En 1993,à travers des chansons, on s'injuriait en disant l'épervier on vous a trompé, ce léopard, le père de Mibango, Mayugi disait: « ce qui est au sein du cœur Badasigana et il faisait cela étant à l'intérieur de l'UPRONA, comme un clin d'œil pour qu'ils aillent au FRODEBU ».

Il a ajouté ceci: « en 1993, les membres du parti UPRONA espéraient remporter les élections présidentielles. L'ethnie tutsi avait peur d'être massacrée une fois que le parti UPRONA ne gagnerait pas les élections ».

---

[56] *Carrefour des idées* n°22 du 1er au 15 mars 1993, p. 1.
[57] *Carrefour des idées* n°22 du 1er au 15 mars 1993, p. 2.

Du côté des Hutu, ils espéraient gagner les élections car plus nombreux »[58]. Malgré les mots destructeurs utilisés par les partis politiques lors des campagnes pour les présidentielles en commune de Mugamba, on peut affirmer que la commune de Mugamba a été parmi les rares communes qui furent épargnées par la crise interethnique qui a ravagé notre pays après l'assassinat du président élu, même si de tueries n'ont pas manqué.

Tableau 1: Les résultats pour les présidentielles en commune de Mugamba en 1993

Bureau	Electeurs prévus	Ont élu	Vote Buyoya	Vote Ndadaye	Vote Sendegeya	Nuls	Abstention
1MUYANGE-KAVUMU I	_	_	446	12	0	0	2
2 NYATUBUYE	983	967	859	104	0	4	0
3 RUKERE	702	675	660	11	1	2	1
4 TORA III (TORA)	749	725	677	46	1	1	0
5 GITARA II (GITARAMUKA)	559	539	315	218	4	1	1
6 MUYANGE-KAVUMU II	1062	1031	958	73	0	0	0
7 KIBEZI I(KIBEZI)	795	800	771	26	0	3	0
8 MUBIRA III (GAKARANKA)	337	336	334	0	0	1	1
9 MUBIRA II (MUKIKE)	283	282	276	4	0	2	0
10NYAKIMONYI (NYAKIMONYI)	484	478	476	1	0	1	0
11 KIBEZI III (DONGE-RUZI)	738	723	532	184	3	4	0
12 MUBIRA I (MUBIRA)	612	612	609	0	0	3	0
13 KIBEZI II (MUTOBO)	422	417	414	2	0	1	0
14 GITARA(GITARA)	704	680	525	141	8	0	6
15 VYUYA I (VYUYA)	1174	995	810	178	5	1	1
16 VYUYA II (KIGINA-MUGOMERA)	_	_	90	85	1	1	1
17NYAGASASA IV(MUGENDO-RUKO)	365	365	362	0	0	2	1
18 TORA II(MUSHO)	468	459	221	231	1	2	4
19 VYUYA III	1028	989	462	327	2	14	6

[58] NTIBURUMUNSI Adrien, interviewé le 06/9/2013.

(KIGINA-MUGOMBERA)							
20 NYAGASASA III (MUGENDO-NDENGO)	485	480	472	4	3	1	0
21MUBIRA IV RUHINGA	750	739	733	4	0	2	0
22 VYUYA	_	_	407	229	1	3	2
23NYAGASASA I (NYAMUGARI)	408	392	377	11	0	4	0
24MWUMBA I (MWUMBA)	1025	992	397	257	3	10	3
25 NYAKIMONYI II (GATARA)	510	497	446	46	0	5	0
26 NYAGASASA II(NYAKIGANO)	418	393	389	0	0	2	2
27 MWUMBA II(MUMBUBA II)	_	_	200	118	2	2	0
28 MWUMBA III (GOZI)	767	748	369	368	4	3	4
29 GOMA III (MUNINI)	570	557	553	0	1	3	0
30 KIVUMU II (DONGE-BURASIRA)	641	636	624	9	0	2	1
31 TORA II (MPOTA)	760	746	698	45	2	1	0
32 GOMA I (GOMA)	774	762	755	5	1	1	0
33 KAVUMU I (KAVUMU)	861	846	838	7	0	1	0
Total	20097	19657	16637	2851	46	87	37
% par rapport aux Suffrages exprimés			84,64	14,50	0,23	0,40	0,19

Source : **Léonidas NZOJIBWAMI :** ***Les comportements politiques des habitants de la Commune de MUGAMBA face aux changements politiques intervenues au Burundi de février 1991-juin 1996 : Essai d'analyse,*** **Mémoire, Bujumbura, UB 2002, pp56-57.**

En observant le tableau ci-dessus, nous constatons qu'en 1993, la population de la Commune de Mugamba était à majorité uproniste et que le candidat du PRP était presque inconnu de la population à voir le pourcentage qu'il avait reçu.

4. Les retombées des élections présidentielles de 1993

L'assassinat du président Melchior Ndadaye a fait éclater complètement l'unité du peuple burundais. Assassiné par quelques militaires assimilés expressément

aux Tutsi, les Hutu s'identifièrent aux victimes et se levèrent avec des machettes, des sifflets, des tambours battant pour exterminer les Tutsi qu'ils identifiaient aux militaires.

Des bandes de tueurs hutu, encadrés principalement par des autorités provinciales et communales ont pris le prétexte de venger leur président assassiné pour massacrer systématiquement les Tutsi de leur entourage ainsi que les Hutu de l'opposition.

Les massacres ont été atroces à telle enseigne qu'ils laissaient transparaître un ressentiment accumulé et savamment cultivé[59].

Bref, les deux principales ethnies (Hutu et Tutsi) se renièrent, se rejetèrent, se refusèrent mutuellement. Plus d'unité entre elles. Cela entraîna la mort de la nation burundaise et, par conséquent, celle de l'Etat et celle de la démocratie que l'on chantait pourtant à grands cris.

Toutefois, contrairement à ce que nous venons de voir, à certains endroits, il existe des Hutu et des Tutsi qui sont restés unis et solidaires et qui ont continué à vivre pacifiquement alors que les autres s'entretuaient.

De même, on a assisté à des gens (Tutsi et Hutu) qui, malgré la haine ethnique qui gagnait la société burundaise pendant la crise, n'ont cessé de prôner la valeur d'unité, de tolérance, de paix, etc; ces gens doivent servir de bon exemple pour réconcilier le peuple burundais et panser les plaies laissées par les massacres d'octobre 1993.[60]

---

[59] KABANYANA, Marie-Esperance: *Le discours politique de la champagne socio-politique au Burundi (1993-1996)* Mémoire U B, FLSH, Histoire, option SP, Bujumbura, 1998. P. 167.

[60] KABANYANA, Marie-Esperance: *Le discours politique de la champagne socio-politique au Burundi (1993-1996)* Mémoire U B, FLSH, Histoire, option SP, Bujumbura, 1998, p. 168.

II. L'élection présidentielle de 2010

Introduction

•Période pré-électorale : un mauvais départ du processus.

Le rapport d'observation de la gouvernance du premier semestre 2010 a focalisé l'attention sur les élections qui présageaient des controverses et des risques tous azimuts, en témoignent les tensions et les confrontations entre certains partis politiques qui ont été constatées.

Avant l'organisation proprement dite de ces élections, le président de la République ne cessait d'affirmer dans ses différentes déclarations, son engagement pour rassurer quant à la transparence et la sérénité qui devraient caractériser les élections de 2010 : « Nous vous assurons que ces élections seront libres, transparentes, apaisées et se dérouleront dans un environnement sain », a-t-il affirmé.

En dépit de ce discours qui se voulait rassurant, des inquiétudes ne manquaient pas au regard de ce qui s'observait sur le terrain. Ainsi, on observa une série de manœuvres du parti au pouvoir visant à augmenter ses chances de gagner les élections. La liberté et la transparence des scrutins étaient devenues problématiques car le parti au pouvoir était visiblement décidé à gagner par tous les moyens.

Cela se traduisit instamment par la majoration des cautions surtout pour les candidats à la présidence de la République, le refus de l'utilisation d'un bulletin de vote unique, la persécution, le harcèlement et l'arrestation des membres et des responsables des partis de l'opposition, la terreur exercée par les jeunes du parti CNDD-FDD « Imbonerakure », les tentatives de déstabilisation des partis concurrents par le pouvoir en place, etc.[61]

[61] OAG, *Les élections de 2010, et réqression démocratique*, Bujumbura 2010, p. 24.

A. Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi

L'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi a été considéré depuis sa signature le 28/8/2000 comme un outil de référence pour bâtir la constitution du 18/03/2005 raison pour laquelle toutes les lois, tous les règlements doivent se conformer à l'Accord d'Arusha.

Ainsi cet Accord montre dans son protocole II, article7, alinéa 1 qu'à l'exception de la toute première élection, le président de la République est élu au suffrage universel direct, chaque électeur ne pouvant voter que pour un seul candidat. Le président de la République est élu à la majorité absolue des suffrages exprimés.

L'alinéa 3 de ce même Accord dit que le président est élu pour un mandat de cinq ans renouvelable une seule fois. Nul ne peut exercer plus de deux mandats présidentiels.[62]

Cet Accord a bien défini le partage du pouvoir au niveau des institutions suivant l'équilibre ethnique et dans tous les domaines de la vie politique du pays.

B. La constitution du 18 mars 2005

L'article 95 de la constitution du 18 mars 2005 stipule que le président de la république, chef de l'Etat incarne l'Unité Nationale, veille au respect de la constitution et assure par son arbitrage la continuité de l'Etat et le fonctionnement régulier des institutions.

Il est le garant de l'Indépendance Nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités et des accords internationaux.

En outre, l'article 96 de la constitution ajoute que le président de la République est élu au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois.

[62] REPUBLIQUE DU BURUNDI, *Accord de Paix et de Réconciliation d'Arusha*, p. 35.

C. L'électorat et l'éligibilité

1. L'Electorat[63]

Le code électoral appuyé par la loi n°1/22 du 18 septembre 2009 précise dans son article 4 les conditions requises pour être électeur :

« Sont électeurs les citoyens burundais des deux sexes, âgés de dix-huit ans révolus à la date du scrutin, jouissant de leurs droits civils et politiques et n'étant pas dans un des cas d'incapacité électoral prévus par le présent code ».

L'article 5 du code électoral de 2009 énumère les personnes frappées d'incapacité électorale temporaire :

« 1° les personnes placées en détention préventive conformément aux dispositions du code de procédure pénal ;

2° les personnes placées en détention en exécution d'une peine de servitude pénale principale ou subsidiaire ou en exécution d'une contrainte par corps ;

3° les personnes mises à la disposition du gouvernement en application des articles 82 et suivant du code pénal ;

4° les personnes internées ou hospitalisées pour cause d'aliénation mentale en vertu de toute autre mesure de défense sociale ;

5° les personnes faisant objet d'une mesure d'interdiction par application des dispositions du chapitre premier du titre XIV du code des personnes et de la famille ».

[63] REPUBLIQUE DU BURUNDI, *la constitution du 18 mars 2005*, p. 21.

2. Eligibilité[64]

1. L'article 97 de la constitution du 18 mars 2005 stipule que le candidat aux fonctions du président de la République doit :

« 1^0 avoir la qualité d'électeur dans les conditions précisées par la loi électorale ;

2^0 être de nationalité burundaise de naissance ;

3^0 être âgé de trente-cinq ans révolus au moment de l'élection ;

4^0 résider sur la territoire du Burundi au moment de la présentation des candidatures ;

5^0 jouir de tous ses droits civils et politiques ;

6^0 souscrire à la constitution et à la charte de l'Unité Nationale».

D. La campagne électorale de 2010[65]

1. Dépôt et analyse des candidatures

La CENI a enregistré le dépôt des dossiers de sept candidats à l'élection présidentielle présentés par les partis politiques CNDD-FDD, FNL, UPRONA, SAHWANYA-FRODEBU, MSD, UPD-ZIGAMIBANGA, et le parti CNDD. Après les élections communales, une coalition dénommée Alliance des Démocrates pour le Changement « ADC-IKIBIRI » est née et a contestée les résultats de ce scrutin.

Il s'en est suivi le retrait volontaire des dossiers de six candidats à la compétition présidentielle. Le processus a toutes fois poursuivis son cours normal avec un seul candidat du parti CNDD-FDD.

---

[64] REPUBLIQUE DU BURUNDI, *Op.cit.*, p. 22.
[65] CENI, *Rapport général sur le processus électoral de 2010*, p. 72.

2. Le déroulement de la campagne électorale

Le seul candidat du CNDD-FDD, Monsieur Pierre Nkurunziza a mené sa campagne sans aucun incident. Les meetings électoraux ont été organisés à travers tout le pays et suivis de nombreux observateurs nationaux et internationaux ainsi que les médias.

Cette campagne a eu lieu du 12 au 25 Juin 2010 conformément au décret n° 100/59 du 11 juin 2010.

Les présidentielles ont eu lieu le 28 juin 2010.

Le Candidat Pierre Nkurunziza, Président de la République sortant, était seul au départ et en toute logique, seul à l'arrivée d'un scrutin qu'il devait gagner sans grand risque. Selon la CENI, il a été élu avec 91,62% des suffrages exprimés, tandis que près de 77% d'inscrits ont voté[66].

De son côté, la plate-forme de l'opposition[67] a fait savoir qu'elle n'allait pas reconnaître le Chef d'Etat qui sera issu de la présidentielle du 28 Juin 2010, estimant que cette consultation électorale aurait été « anticonstitutionnelle »[68]. La mission d'observation électorale de l'Union Européenne, pour sa part, « a regretté » l'absence de compétition pluraliste[69].

3. L'image figée ou non du multipartisme pour la population de la commune de Mugamba en 2010

La population de la commune de Mugamba a vite compris les avantages du pluralisme politique d'après les propos des informateurs interrogés sur terrain.

---

[66] OAG, *Rapport d'observation de la gouvernance au Burundi, 1e semestre 2010*, p. 36.
[67] Conférence de presse d'ADC-Ikibiri le 23 juin 2010.
[68] OAG, *Rapport d'observation de la gouvernance au Burundi, 1e semestre 2010*, Lettre ouverte adressée aux Chefs d'Etats de la sous-région, à Ban-Ki-Moon et à Jean Ping, p. 36.
[69] Conférence de presse des observateurs de l'Union Européenne du 30 juin 2010.

Selon Gaspard Nkeshimana :

« en 2010, les Banyamugangamba ont vite compris, presque à 80% le multipartisme, la preuve en est que le conseil communal est composé par des membres en provenance de huit partis ».[70]

Aster Barikura ajoute: « L'avènement du multipartisme était nécessaire parce que dans le multipartisme, on ne monopolise pas la parole, s'il y a plusieurs partis on discute, actuellement, on lutte contre le multipartisme, on veut nous ramener au monopartisme ».[71]

4. Enjeux du processus électoral de 2010

Le processus électoral de 2010 présentait des enjeux démocratiques très importants pour le pays.

Après ce qu'on peut qualifier de « vote pour le changement » en 1993, de « vote pour la paix » en 2005, le vote de 2010 était perçu par certains acteurs politiques comme un vote de renforcement des acquis démocratiques et d'une paix encore fragile et pour d'autres, l'occasion d'une alternance démocratique.

Le processus électoral de 2010, comportait ainsi en lui-même à la fois des atouts et des risques liés aux enjeux du moment. En effet, il n'était pas à écarter que les mécontents de tous bords puissent tenter de troubler le processus électoral en créant des poches d'insécurité dans la phase pré-électorale et le jour du scrutin.

L'intolérance de certains militants des partis politiques, traduite par des propos injurieux, diffamatoires et violents, des attaques personnelles avant et au cours de la campagne électorale et des actes d'intimidations s'est observée dans certaines localités du pays.

---

[70] NKESHIMANA, Gaspard Instituteur à l'E.P RUHINGA, enquêté le 09/9/2013.
[71] BARIKUZA, Aster, Instituteur à l'EP Nyamatovu et Chef de Colline Nyabigano, intervieuwé le 04/9/2013.

Ces agissements ont irrité les leaders des partis politiques concurrents et ont semé la peur au sein de la population.

La gestion ou l'acceptation des résultats des élections fut un autre défi dans un pays où la culture démocratique n'est pas encore ancrée dans les mentalités. Les espoirs déçus ont conduit à des actes de violence et au boycott de la suite du processus par les partis politiques contestataires des résultats des élections communales [72]

5. Les partis en compétition en commune de Mugamba en 2010

Après la contestation des élections communales par les partis de l'opposition et le boycott des élections qui a suivi, le candidat du CNDD-FDD Pierre Nkurunziza reste en compétition sans adversaire.

D'après Daniel Rusuguru: « En 2010, pendant l'élection présidentielle il y avait un seul parti compétiteur CNDD-FDD ; on a dit à chaque Mugumyabanga qu'il doit manifester la déontologie de son parti en ne discutant pas et en 'injuriant pas les membres des autres partis »[73].

Daniel Ngendakuriyo ajoute: «En 2010, on se basait sur le parti qui était au pouvoir, mêmement, on procédait à l'intimidation de la population en disant que celui qui ne voterait pas pour lui devrait savoir où aller »[74].

[72] CENI, *Rapport général sur le processus électoral de 2010*, Bujumbura, Décembre2010, p. 12.
[73] RUSUGURU, Daniel, Cultivateur de la colline Nyamugari, interviewé le 09/9/213.
[74] NGENDAKURIYO, Daniel, instituteur à l'Ep Nyagasasa enquête le 07/9/2013.

6. Election présidentielle 2010

Tableau 2: Synthèse des résultats des bulletins au niveau communal

Bureau	Electeurs prévis	Nombre de bulletins favorables	Nombre de bulletins défavorables	Nombre de bulletins nuls	Total suffrages exprimés
1. Co. Co VYUYA	-	400	61	7	461
2. EP VYUYA	-	290	82	7	372
3. EP GATAKA	-	226	67	0	293
4. CFP RUKERE	-	329	72	6	401
5.EP DONGE BURASIRA	-	454	51	6	505
6. EP DONGE RUZI	-	523	77	2	600
7. EP GITARA	-	426	66	5	492
8. EP GITARAMUKA	-	348	46	7	394
9. EP GOZI	-	334	155	3	489
10. EP KIBEZI I	-	213	71	2	284
11.EP KIGINAMUGOMERA	-	548	71	3	619
12. EP KIRINZI	-	404	69	8	473
13. EP KIVUMU	-	319	70	8	389
14. EP MPOTA	-	395	72	4	467
15. EP GATWE	-	200	76	7	276
16. EP RUKO	-	184	53	3	239
17. Eglise anglicane RUKO	-	104	42	0	146
18. EP MUNINI	-	220	61	2	281
19. EP KAVUMU	-	277	46	1	323
20. L.CO KIBEZI	-	130	51	2	181
21. EP KIBEZI II	-	179	50	1	229
22. EP MUTOBO	-	53	31	0	84
23. EP MURAMBA II	-	92	33	nn125	125
24. Lycée TORA	-	422	231	4	653
25. EP MURAMBA	-	359	71	5	430
26. EP NYAGASASA	-	247	77	6	224

27. EP NYAKIMONYI	-	235	24	1	259
28.Co.CoNYAGASASA	-	210	22	0	232
29. EP NYATUBUYE	-	468	65	6	533
30. EP RUHINGA	-	226	86	7	312
31. EP RUKERE	-	368	89	8	437
32. EP TABA	-	360	106	2	466
TOTAL	-	**9555**	**2294**	**126**	**11849**
% des suffrages exprimés		80,63	19,36	1,06	

Source : **CENI, *procès-verbal des élections présidentielles 2010.***

Le tableau ci-dessus montre que le taux de participation pour la présidentielle a tellement diminué si on compare ces résultats aux résultats des présidentielles de 1993, donc, cela explique en partie la dépolitisation ou le désintéressement de la politique voire la manifestation du mécontentement liée aux irrégularités évoquées à propos des élections communales de 2010.

7. Les conséquences

Huit partis de l'opposition UPRONA, FRODEBU, FNL, CNDD, MSD, UPD-ZIGAMIBANGA, PARENA, ADR ont signé une déclaration et affirmé que les élections communales ont été entachées de « fraudes massives » tout en appelant à de nouvelles élections

Ces derniers ont contesté les résultats des élections communales, dans un premier temps, pour se retirer par après de la course des présidentielles, laissant ainsi le candidat Pierre Nkurunziza seul sur le terrain de la compétition électorale

La situation a débouché sur la création d'une nouvelle coalition politique, l'« ADC-IKIBIRI » dont les responsables sont allés jusqu' à retirer la confiance à la CENI et à exiger même sa démission.

Ce qui a provoqué une impasse dont le dénouement ne pouvait se concevoir qu' à travers un dialogue entre les protagonistes politiques et la CENI afin que, d'une part, faire table rase des entraves éventuelles à la bonne conduite des échéances ultérieures, et d'autre part, garantir la bonne image de cette dernière et une légitimité méritée des élus. Malheureusement, ce dialogue n'a pas eu lieu et le processus a continué comme prévu[75].

[75] OAG, *Les élections de 2010, et régression démocratique,* Bujumbura 2010, p. 28.

CHAP III : COMPARAISON GLOBALE DE CES DEUX ELECTIONS PRESIDENTIELLES

1. Le contexte sociopolitique de 1993

Comme dans d'autres Etats africains, l'enjeu central de la compétition électorale est sans doute le « partage du gâteau national ». « Dusabikanye » (« partageons ») slogan du FRODEBU en cela. Pour les tenants du pouvoir et leurs clients, les élections présidentielles constituent un rivage dangereux : où le « patron » perd et les clients partent et perdent le matériel et le symbolique, où le « patron » gagne et les clients continuent de « manger ». Pour les leaders du changement et leurs « clients », c'est l'occasion ou jamais de « jouir » des biens qu'offre le pouvoir.

Il y a là une sorte de « course au gâteau » où le meilleur distribue à ses « supporters ». Le Président de la République est perçu comme le « distributeur des ressources » : les agents se lancent dans la compétition avec cet esprit.

Sur cet enjeu central se greffent d'autres éléments particuliers à la situation burundaise, il se trouve que, depuis le 28 novembre 1966 jusqu'à la compétition électorale de 1992-1993, les différents chefs d'Etats sont des militaires d'origine tutsi d'une même province (Bururi), d'une même Commune (Rutovu) et d'un même clan (Hima).

Les élections présidentielles, dans ce contexte, peuvent avoir plusieurs sens selon les acteurs. Au sein du courant « novateur », plusieurs tendances peuvent être distinguées. La première cache la vision « ethniciste » et revendique la démocratie contre l'autoritarisme.

C'est le cas du FRODEBU dans certains de ses discours officiels[76].

[76] NIMUBONA, Julien, *élections présidentielles du 1er Juin 1993 au Burundi. Problématique de la légitimation en situation de dynamique sociopolitique*, Bordeaux, pp. 79-80.

A. La campagne électorale pour les présidentielles de 1993 en commune de Mugamba

La campagne électorale pour les présidentielles s'était déroulée dans la sérénité en commune de Mugamba malgré des chansons contenant des injures d'après les informations recueillies auprès des enquêtés.

Onesphore Nihorimbere : « en 1993, la campagne n'était pas bonne parce qu'on mettait en avant l'ethnisme mais il n'y avait pas d'irrégularités ».[77]

Aloys Nduwayo ajoute : « en 1993, les Tutsi pensaient que s'ils abandonnaient le pouvoir ils risquaient d'être tués et de disparaître »[78].

Charles Mubaya disait: « en 1993, on s'injuriait, un Tutsi ne pouvait pas militer au FRODEBU mais il y avait des Tutsi qui étaient au parti FRODEBU, comme beaucoup de hutu ne militaient pas à l'UPRONA ; mais il y avait une femme hutu qui était uproniste et qui disait que Ndadaye était l'épervier »[79].

Leonce Havugiyaremye :

« En 1993, les Hutu, attendaient le salut dans les élections ; ils pensaient que leur tour était arrivé d'accéder au pouvoir. Parce qu'ils venaient de recevoir un président hutu. Du côté tutsi, ils avaient peur qu'ils ne pourraient plus jamais remporter les élections aux dépens des Hutu qui sont majoritaires dans le pays »[80].

Daniel Rusuguru : « En 1993, on s'insultait mutuellement de façon visible, les frodebistes insultaient les upronistes en disant qu'ils sont « Imporona », que c'est un parti très vieux, qui cumule des biens du pays sur soi, que personne ne soutient les idées de ce parti.

---

[77] NIHORIMBERE, Onesphore âge de 50 ans instituer de l'EP NYAMUGARI interviewe le 30/08/2013.

[78] NDUWAYO Aloys ancien militaire au sein de l'armée Nationale âge de 59 ans interviewe le 31/08/2013

[79] MUBAYA, Charles ancien militaire au sein de l'arme Nationale âge de 62 ans interviewe le 05/09/2013

[80] HAVUGIYAREMYE, Léonce, instituteur à l'EP GATWE interroge le 06/09/2013.

Les upronistes eux aussi en injuriant les frodebistes et disaient que ce parti dénommé FRODEBU. sous les régimes antérieurs. on l'appelait Front Commun et ils disaient que ce parti qui se manifestait devant les Badasigana et qui n'avait pas gagné à cette époque maintenant allait-il gagner? »[81].

B. La campagne électorale pour la présidentielle de 2010 en commune de Mugamba

Malgré le climat malsain qui régnait au sein des partis politiques. La campagne électorale s'est déroulée normalement sur tout le territoire national y compris dans la commune de Mugamba comme le témoignent les informateurs ci-dessous :

Charles Mubaya « En 2010, on disait ; « nous continuerons à développer les écoles, les hôpitaux, l'emploi, l'industrie, les routes, on a construit peu d'écoles fondamentales...».[82]

Gérard Njejwe : « En 2010, il y avait les partis de l'ADC-IKIBIRI qui s'étaient retirés ; le CNDD-FDD devait remporter la victoire parce que les autres s'étaient retirés. La victoire était manifeste ».[83]

Antoine Rubeya : « En 2010, il était évident qu'il n'y avait pas d'autre vainqueur possible que Pierre Nkurunziza».[84]

II. Les perceptions électorales en commune de Mugamba

A. Présentation méthodologique

1. Définition de concept « élection » en commune de Mugamba

Le mot « élection » est perçu différemment selon le de degré de compréhension des électeurs comme le prouvent les propos donnés par les informateurs.

---

[81] RUSUGURU, Daniel, cultivateur de la colline Nyamugari interroge le 09/09/2013.
[82] MUBAYA, Charles ancien militaire de l'armée national interroge le 05/09/2013.
[83] NJEJWE, Gérard, instituteur à l'EP Ruhinga interroge le 09/09/2013.
[84] RUBEYA, Antoine Sentinelle au COCO Nyagasasa interroge le 07/09/2013.

Parmi eux, il y a ceux qui voient l'élection comme tout simplement une perte du temps car ils ne voient pas réellement l'avantage de se présenter aux urnes. Il y'a d'autres qui sous-estiment la participation électorale.

En outre, l'élection nous permet de choisir entre plusieurs candidats, les dirigeants préférés par la population.

Un électeur « rationnel » calcule l'intérêt du geste qu'il pose et considère l'élection comme un moyen démocratique qui permet de sanctionner positivement ou négativement les gouvernants.

Or, d'après les informateurs, une petite partie des électeurs en commune de Mugamba ne comprennent pas le sens du concept élection et surtout les plus âgés qui sont dans l'incapacité de distinguer les cartes d'électeur ; dans cette optique, ces électeurs les plus âgés doivent mandater leurs petits fils qui peuvent voter en défaveur des partis de ceux qui les ont mandatés et la tendance devient autre que celle attendue par les électeurs.

2. Appréciations populaires des élections présidentielles de 1993 et de 2010 en commune de Mugamba

Les élections se sont bien déroulées comme l'affirment les différents informateurs.

Les élections présidentielles de 1993 et de 2010 ont été interprétées différemment par la population de la commune de Mugamba, cela s'explique par le fait que le Burundi a passé à peu près trente ans dans un système de parti unique.

Or, en 1993, les candidats à la présidence n'ont pas eu un temps suffisant pour sensibiliser les électeurs de la commune de Mugamba sur les fondements de la démocratie.

Les uns pensaient qu'en démocratie tout est permis et confondaient la démocratie et le libertinage comme si la démocratie était synonyme de l'anarchie.

En 1993, les Tutsi pensaient que les Hutu allaient les exterminer alors que les Hutu espéraient le changement une fois que le candidat hutu gagnerait les élections.

Par contre en 2010, une certaine évolution a été observée car que ça soit chez les Hutu ou chez les Tutsi.

Daniel Rusuguru: « les élections présidentielles ont eu lieu dans la tranquillité mais il y a eu des conséquences mauvaises : les gens se sont entretués à commencer par le dirigeant que la population avait été élu ; en 2010, les élections se sont bien passées aussi, après ces élections, il y a eu la circulation des mots disant que les élections ont été volées mais au niveau du gouvernement ça s'est passé bien ».[85]

Les deux élections présidentielles de 1993 et de 2010 se sont déroulées dans la sérénité mais les différentes catégories sociales avaient peur qu'une crise éventuelle n'éclate ; en 1993, les Tutsi redoutaient la victoire du FRODEBU et en 2010, les Hutu et les Tutsi s'attendaient à une guerre si le CNDD-FDD ne gagnait pas les élections ; et les Hutu et les Tutsi pensaient que la guerre était probable.

Léonce Havugiyaremye appuie cette idée: « En 1993, les élections se sont bien déroulées même s'il y a eu absence des médias qui devaient diffuser comment les choses étaient entrain de se dérouler, mais ; en 1993, à 18h tous les bureaux de vote étaient fermés. L'intimidation était utilisée en 1993, ceux qui venaient de la campagne électorale arrachaient les cultures se trouvant sur leur passage en disant que s'ils ne gagnaient pas, ils prendraient fuite.

En 2010, une tricherie se profilait à l'horizon. Malgré la présence des médias, on a dit qu'on a fait une commande des bulletins de vote à l'étranger alors que ce serait la société MEX qui les aurait fabriqués.

---

[85] RUSUGURU, Daniel, cultivateur de la Colline Nyamugari interrogé le 09/09/2013.

C'est ce qui montre qu'il y a eu des cas de tricherie. Il y aurait eu également des caisses qui passaient la nuit chez les mandataires ».[86]

A ce propos, il est difficile et même impossible d'affirmer qu'il y a eu des irrégularités lors des élections de 2010 en général et présidentielles en particuliers car à l'heure actuelle personne n'a pas prouvé avec des preuves tangibles ces irrégularités.

Les élections présidentielles de 1993 ont été une occasion qui nous a permis de savoir si la population était pour ou contre le pluralisme politique lequel permet de confronter les différentes opinions ; et exprimer des idées à travers les partis politiques sachant que c'est la différence qui fait l'harmonie. Donc les résultats pour les présidentielles de 1993 montrent que la population avait soif du changement.

A ce propos Pierre Nduwimana ajoute: « En 1993, les élections ont permis à beaucoup de gens de s'habituer au multipartisme » [87].

Du point de vue de l'appréciation, les élections présidentielles de 1993 étaient foncièrement ethniques si l'on se base sur les informations collectées auprès des informateurs et en tenant compte des chansons utilisées dans les différents meetings organisés en commune de Mugamba. En 1993, un Tutsi était contraint d'être upronitse et un hutu d'être frodebiste et ceux qui faisaient le contraire dans les deux catégories étaient considérés comme des traîtres.

A cela, maître Etienne Ndikumasabo ajoute : « Les Burundais n'avaient jamais voté pour un programme car les élections étaient ethniques en 1993 et même en 2010 ; dans le fond les élections étaient ethniques sinon le FNL aurait gagné les élections »[88].

[86] HAVUGIYAREMYE, Léonce, instituteur à l'EP Gatwe interrogé le 06/09/2013.
[87] NDUWIMANA, Pierre, Chef de Colline Nyamugari interroge le 31/08/2013.
[88] Me NDIKUMASABO, Etienne interrogé le 29/08/ 2013.

3. Attitudes populaires face aux élections présidentielles de 1993 et de 2010 en commune de Mugamba

Les attitudes de la population n'étaient pas du tout les mêmes pour les différentes composantes de la commune de Mugamba.

En 1993, le système démocratique était un élément nouveau quant à la population burundaise en général et la population de la commune de Mugamba en particulier.

Chaque catégorie de la population avait sa manière d'agir, par exemple les Hutu se souvenaient de la crise de 1972 et les Tutsi avaient peur d'être massacrés après la victoire du parti à majorité hutu.

Daniel Rusuguru disait : «en 1993, les gens se craignaient mutuellement, personne ne se déplaçait d'une Colline à une autre. Personne n'allait loin parce que les gens avaient de mauvaises pensées, les uns se souvenaient de ce qu'ils avaient vu en 1972, et ils disaient : « tuons les gens pour avoir ce qu'on peut piller ».[89]

Au cours du processus électoral de 1993, la diabolisation et le dénigrement étaient choisis comme un moyen efficace. ; et comme la culture démocratique était presque inexistante, cette forme de propagande était considérée comme un phénomène normal.

Les Tutsi essayaient de choisir des chansons qui dénigrent le candidat hutu et des Hutu affichaient les mêmes attitudes que leurs concitoyens tutsis.

Adrien Ntiburumusi appuie cette idée : « en 1993, il y avait des querelles, on voulait également se lancer des injures à propos d'ethnies ; en 2010, les comportements restaient les mêmes et les militants du parti au pouvoir intimidaient la population ».[90]

---

[89] RUSUGURU, Daniel, enquête orale, cultivateur de la Colline Nyamugari interroge le 09//09/2013.
[90] NTIBURUMUSI, Adrien, instituteur à l'EP Gatwe interroge le 06/09/2013.

La grande majorité de la population m'a signalé qu'ils étaient assoiffés de changement, ils pensaient que des réformes satisfaisantes allaient être menées dans plusieurs domaines ; et même dans des chansons, les frodebistes disaient que Ndadaye serait « Mandela du Burundi » pour essayer de convaincre la masse hutu que Ndadaye était « une fleur ».

En allant plus loin, Ndadaye était qualifié par ses militants de « messie du Burundi ».

Venuste Nzobambona : « en 1993, nous étions impatient de voir le changement, nous voulions le changement ; en 2010, nous étions tristes, un citoyen était privé de la parole, on dansait au rythme des tambours ».[91]

Lors des élections présidentielles de 1993, les électeurs en commune de Mugamba ont répondu massivement comme le tableau des résultats précédant le montre ; les uns volontairement, les autres par crainte de ne plus avoir accès aux différents documents de la commune et en 2010, quelques militants qui avaient vu que les partis de l'opposition avaient boycotté le processus électoral après les élections communales, ont jugé bon de s'absenter aux urnes. Cela témoigne que des attitudes étaient totalement distinctes.

4. Les attentes populaires face aux élections présidentielles de 1993 et 2010 en commune de Mugamba

Les informations que nous avons recueillies auprès des enquêtés nous ont confirmé que lors des élections présidentielles de 1993 et de 2010, toutes les catégories de la population burundaise d'une part et de la commune de Mugamba d'autre part avaient des attentes diverses.

Comme les conditions de vie de gens ne sont pas les mêmes, la vision du monde est perçue différemment selon le degré de l'esprit de discernement de chaque catégorie.

[91] NZOBAMBONA, Vénuste, instituteur à l'EP NYAMUGARI interrogé le 28/08/2013.

Dans les élections présidentielles de 1993 et de 2010 en commune de Mugamba les uns y voyaient la victoire, les autres une crise.

Gaspard Nkeshimana : « La partie hutu voyait une grande victoire de la majorité hutu tandis que les Tutsi étaient découragés, croyaient qu'il allait y avoir des tueries ; en 2010, les gens étaient déçus après avoir observé des tricheries parce qu'il n'y pas des élections d'un seul candidat ».[92]

Du côté hutu, ils attendaient le salut une fois que le candidat hutu à la présidence gagnerait les présidentielles ; par contre, les Tutsi craignaient que des massacres pourraient se généraliser après la victoire du candidat hutu.

5. Les habitants de la commune de Mugamba votent le programme du parti ou les qualités exceptionnelles du candidat pour la présidentielle de 1993 et de 2010

Les informations dont on dispose montrent que les élections présidentielles de 1993 étaient ethnisées et cela se concrétisait dans des slogans et dans des chansons lors de la campagne électorale.

En louant le président en place en 2010, les électeurs avançaient qu'il était le premier président burundais qui a ordonné la gratuité des soins de santé pour une catégorie de la population et affirmaient qu'ils voteront encore pour le président Nkurunziza une fois qu'il se proposerait comme candidat à la présidence en 2015.

Daniel Ngendakuriyo : « En 1993, on a tenu compte du critère ethnique car Ndadaye était hutu populaire.

[92] HAVUGIYAREMYE, Léonce, enquête orale, instituteur à l'EP Gatwe Colline Mubira le 06/09/2013.

Il y avait une Banque Méridien qui risquerait d'être fermée parce que cette dernière accordait des crédits dans le but d'aller sensibiliser la population hutu ; en 2010, le Président Nkurunziza avait fait beaucoup de choses notamment la gratuité des soins de santé pour les enfants de moins de cinq ans, l'enseignement gratuit au niveau du primaire ainsi que la gratuité de la maternité, tout cela a permis son élection »[93].

Une autre catégorie des électeurs votent pour le président sortant Nkurunziza parce qu'ils ont été intimidés par des militants du CNDD-FDD; craignant que si une fois le parti CNDD-FDD ne gagnait pas, le pays allait replonger dans la crise.

En outre, la catégorie de jeunes chômeurs espéraient être embauchés quelque part s'ils militaient dans le CNDD-FDD ; nous constatons que leur espoir visait la recherche de l'emploi mais nous savons que pendant la campagne électorale, les acteurs politiques mobilisent tous les moyens pour convaincre les électeurs même si les promesses ne sont pas toujours honorées en politique suite aux divers facteurs (politiques, économiques et sociaux).

6. Les hommes politiques influencent les électeurs pour la présidentielle de 1993 et de 2010 en commune de Mugamba

La campagne électorale est un phénomène social très important dans la vie sociale d'un pays dans la mesure où cet acte est une préoccupation qui affecte toutes les couches de la société burundaise.

En effet, lorsque le moment de la campagne électorale approche, les politiques usent des moyens les plus efficaces pour influencer les électeurs.

Etant donné que les électeurs ont des aspirations différentes et des intérêts divergents selon le rang social qu'ils occupent dans la société.

[93] NGENDAKURIYO, Daniel, instituteur à l'EP Nyagasasa, colline Mugendo-Ruko, interrogé le 07/9/2013.

En se basant sur les données dont on dispose à propos des élections présidentielles de 1993 et de 2010 en commune de Mugamba, on peut conclure que les moyens utilisés par des hommes politiques étaient diversifiés.

Par exemple, les enquêtes en commune de Mugamba nous ont confirmé que les militants des partis politiques en 1993 se basaient sur les critères ethniques et la distribution des boissons intervenait fréquemment.

Léonce Havugiyaremye : « En 1993, usage des moyens financiers n'était pas fréquent, on se basait sur l'ethnie, si on voyait la carte de Ndadaye, on voyait un muhutu, si on voyait la carte de Buyoya, on voyait un mututsi ; en 2010, on considérait les biens matériels, un parti qui n'a pas à donner reçoit peu de voix, un parti qui a à donner reçoit beaucoup de voix ».[94]

Les acteurs politiques ont imaginé une autre voie de dérouter des électeurs illettrés en commune de Mugamba en leurs signalant que s'ils n'allaient pas voter ils n'auraient droit aux soins de santé et aux documents administratifs ; cela était utilisé comme moyen d'intimider dans le but d'influencer quelques électeurs

Par contre, l'élection présidentielle de 2010 en commune de Mugamba était différente de celle de 1993 car en 2010, l'ethnisme n'avait plus de place; on évoquait des réalisations déjà faites par le président sortant Nkurunziza mais des informateurs m'ont également signalé qu'ils consommaient les boissons de tous les partis et qu'ils votaient pour le parti préféré après le jugement personnel de chacun.

Daniel Ngendakuriyo : « En 1993, on votait sur base de l'ethnie de l'individu, les Hutu ont voté Ndadaye, les Tutsi ont voté Buyoya et quelques Hutu, comme les Hutu étaient nombreux.

[94] HAVUGIYAREMYE, Léonce : 32ans, instituteur à l'EP Gatwe, colline Mubira, interrogé le 06/9/2013.

C'est pour cette raison que Ndadaye a gagné les élections. En 2010, on a opté pour l'utilisation de l'argent et des habits qu'on distribuait aux paysans, et surtout les habits sur lesquels sont marqués les signes du parti CNDD-FDD »[95].

7. Elan de participation sociale aux élections présidentielles de 1993 et de 2010 en commune de Mugamba

En posant cette question en rapport avec la participation électorale, nous voulions tester la thèse écologique des comportements électoraux.

En menant l'enquête sur terrain, et en tenant compte des résultats des présidentielles de 1993, on a constaté que les électeurs ont répondu massivement aux élections et que ceux qui ont opté pour l'abstention étaient en nombre insignifiant.

Par contre en 2010, on constate un écart important des suffrages exprimés et des abstentions sachant qu'en 2010, le candidat était unique alors qu'en 1993, il y avait trois candidats au fauteuil présidentiel, cela montre un paradoxe pour celle de 2010, les suffrages exprimés ont diminué et les abstentionnistes se sont multipliés.

B. Analyse interprétative du vote au Burundi à partir de la commune de Mugamba

1. Application de l'approche écologique à Mugamba

Cette approche mobilise trois types de variables résultant de trois types de conditions : il y a la variable sociodémographique qui s'intéresse à l'âge, le sexe et le lieu de résidence ; la variable socioéconomique insistant sur l'appartenance socioprofessionnelle, le niveau du revenu, la détention d'un patrimoine ; enfin, les variables socioculturelles mettant l'accent sur l'appartenance religieuse, le niveau d'instruction.

[95] NGENDAKURIYO, Daniel : 49ans, instituteur à l'EP Nyagasasa, colline Mugendo-NDENGO, interrogé le 07/9/2013.

Au niveau des variables socio-démographiques, on ne remarque pas une grande distorsion entre les sexes comme on a l'habitude de le voir dans les pays occidentaux, selon nos enquêtes, il semble que les femmes votent ou s'abstiennent dans les mêmes proportions que les hommes.

Au niveau de l'âge, l'existence d'un déséquilibre entre la catégorie de l'âge moyen et les vieux n'est pas un secret. Non seulement les vieux sont plus abstentionnistes mais aussi ce sont eux qui sont moins motivés par les activités politiques.

Du point de vue du lieu de résidence, la commune de Mugamba ne montre pas une opposition entre les villes et les campagnes comme il en est des démocraties occidentales, pourtant, en ce qui est de cette étude comportementale, un autre phénomène est à signaler, en effet, pendant la crise de 1993 et après, la population de la commune de Mugamba est restée unie jusqu'à nos jours.

Au niveau du revenu, on constate que la majorité des abstentionnistes se manifeste beaucoup chez les individus démunis. De cette variable, on peut aussi discerner une autre variable qui est la détention d'un patrimoine en se servant du mot : « Capacité intellectuelle, économique (propriété, argent) ».

En analysant ces données de Mugamba et les résultats des élections, on peut conclure en disant que les modèles sociologiques de Columbia et psycho politiques de Michigan se trouvent ici expliqués.

2. Application de l'approche stratégique à Mugamba

Au premier chapitre, nous avons essayé de montrer que l'approche stratégique expose un électeur qui choisit en connaissance de cause. Il connaît ses intérêts et peut même les défendre sur une échelle de préférence. De plus, il est supposé bénéficiaire d'une information fiable sur le bilan des sortants et de la crédibilité des promesses des opposants. A côté de ces deux orientations, d'autres aspects peuvent être mis en considération : l'identificateur à un leader charismatique, à

une cause, les conditions de l'offre c'est-à-dire les enjeux de la compétition électorale constitués par les besoins de paix, de sécurité, question d'emploi, trois éléments relevant d'une étude approfondie dont l'approche écologique seule ne pouvait expliquer.

Au niveau de l'identificateur des intérêts, les enquêtes montrent que la population de la commune de Mugamba connaît ses intérêts.

Sur le plan strictement politique, les intérêts de la population de la commune de Mugamba dans les élections présidentielles de 1993 et celle de 2010, se matérialisaient respectivement par le besoin du changement, de liberté et la sécurité selon les attentes exprimées par la population.

Les personnes interrogées sous cet aspect disent que c'est le besoin du changement, de liberté d'expression, de sécurité qui les pousse à vouloir participer à ces élections.

Au niveau de l'information sur le bilan des sortants, la population de la commune de Mugamba en 1993 était pour l'élection de maintien si l'on analyse les résultats même si une autre catégorie sociale réclamait le changement et en 2010, la population de toute catégorie confondue, avait peur de sombrer de nouveau dans la crise.

Pour conclure ce point, nous devons tout simplement admettre qu'aucune approche parmi les deux n'est capable à elle seule de justifier le choix électoral d'un individu. Elles sont mêlées l'une à l'autre en raison des circonstances situationnelles, économiques, politiques et sociales.

En effet, les modèles écologiques (sociologique et psychologique, politique, respectivement du Columbia et Michigan) n'est pas suffisant pour expliquer le choix des électeurs.

Le modèle stratégique qui privilégie la réflexion de l'électeur sur ses besoins quotidiens et la solution à y apporter vient y ajouter complément.

L'un ou l'autre de ces deux modèles décrit la réalité électorale. Le choix d'un électeur est le fruit d'un processus où se mêlent les facteurs structurels et conjoncturels à long ou à court terme, politiques et socioculturels.

Reste ici à savoir ce qui des trois chapitres dégage comme facteurs principaux permettant d'expliquer clairement le vote au Burundi en général, et de la commune de Mugamba en particulier.

C. Les tendances lourdes

Dans le chapitre premier, nous avons montré que le vote peut être expliqué aussi bien par les facteurs écologiques (sociologiques et politiques surtout, que stratégique). A partir de là, on peut dégager des thèmes qui expliquent le comportement électoral d'un électeur burundais dans l'ensemble.

D. Les facteurs explicatifs

a. Le facteur ethno-politique

Avec le second chapitre, nous avons montré que l'identification ethnique a été toujours mobilisée dans la campagne électorale au Burundi en 1993. Partant de l'exemple de l'UPROHUTU de 1960, cela témoigne que la radicalisation ethnique date de longtemps. Une idéologie comme celle de l'ethnisme a été employée par les électeurs comme un moyen commode de se décider plus vite.

En faisant une analyse en peu approfondie, on se rend compte que les Burundais expriment leur choix en se basant sur l'appartenance ethnique des candidats aux élections ou des leaders des partis.

Julien Nimubona qui écrit sur les élections de 1993 reconnaît lui aussi l'importance de ce facteur dans le processus électoral au Burundi. « Nous devons reconnaître l'importance de cet enjeu ethnique dans le processus électoral [de 1993]. D'ailleurs, cette donnée a provoqué la bipolarisation du débat et un alignement quasi-systématique derrière des configurations

sentimentalement ethniques ». [96] De plus, nos enquêtes sur l'élection présidentielle de 1993 font apparaître cette dimension ethnique. L'élection présidentielle de 2010 a changé l'image de ce facteur dans la détermination des électeurs selon nos enquêtes. Par ailleurs, beaucoup de personnes interrogées voulaient le départ du parti qualifié de mono-ethnique tutsi et du côté des Tutsi, ces derniers avaient peur d'être massacrés par les Hutu majoritaires une fois que l'UPRONA ne gagnait pas les élections.

A part ce critère ethnique, des thèmes à caractère purement politique ont orienté d'une façon ou d'une autre le vote des électeurs burundais. Pour les élections de 1993, nous avons montré que les électeurs devraient choisir entre le changement et le maintien du pouvoir en place.

Les candidats ont essayé de montrer aux électeurs les méfaits des uns et des autres et des thèmes comme le changement, la paix et l'unité en 1993 et en 2010, construction des écoles, gratuité de l'enseignement primaire, gratuité de la maternité ont été déployés dans la mobilisation des électeurs.

b. Les facteurs environnementaux

L'environnement c'est-à-dire le système politique, économique, social et culturel dans lequel vit l'électeur contribue à changer son comportement. Le milieu social est un facteur incontournable qui influence le comportement électoral de l'électeur. Nos enquêtes en commune de Mugamba, ont prouvé qu'en 1993, les élections étaient ethniques, le fait d'être dans un parti ou une ethnie autre que la tienne était considérée comme une action de déviance ; mais au contraire en 2010, le critère ethnique a perdu la place qu'elle avait en 1993 à voir les résultats de l'élection présidentielle de 2010 étant donné que l'unique candidat était d'ethnie hutu.

[96] NIMUBONA, Julien : *Election présidentielle du 1er juin 1993 au Burundi : problématique de légitimation en situation de dynamique sociopolitique*, Bordeaux, 1994,p.86.

c. Explication par le système politique

Le système politique lui-même peut déterminer les opinions, les attitudes politiques.

Selon la définition de G. Almond et J.s Colemanan dans leur ouvrage *The politics of developing areas*, un système politique est «un système d'interactions qui remplit les fonctions d'intégration et d'adaptation par le recours ou la menace de recours à une contrainte physique légitime».[97]

Dans son ouvrage, *Œuvres choisies*, Karl Marx montre que « la structure économique est la fondation sur laquelle s'élève un édifice juridique et politique. Et à quoi répondent les formes déterminées de la conscience sociale».[98] Dans ce sens, les comportements politiques des individus seraient expliqués par le niveau de développement économique.

Dans notre pays, la pauvreté économique, sociale, et culturelle peut jouer de différentes manières. Dans le premier cas, elle peut être le résultat d'une crise structurelle c'est-à-dire n'émanant pas du fonctionnement du système politique.

Les électeurs, suite à leur niveau de formation très bas, peuvent voter soit pour le pouvoir en place ou l'opposition suivant le degré de leur manipulation par les élites.

Dans le second cas, elle peut être le résultat d'une déception des populations liée à un pillage des ressources nationales et des violences physiques par une élite au pouvoir. Les élections présidentielles de 1993 ont été dites rationnelles pour les tenants du changement car les électeurs ont voté en faveur de l'opposition pour chasser les anciens tenants du pouvoir.

Ce sont des votes soit de rejet, soit de sanction (cfr l'Ecole de Michigan au premier chapitre).

---

[97] MANIRAGORA, Elie, the politics of developping areas, citant ALMOND, G et COLEMANAN, J.S, p.90.
[98] MARX, Karl, *œuvres choisies* cité par MANIRAGORA Elie, *op-cit*, p.90.

Les électeurs peuvent également voter en fonction de la façon dont ils jugent qu'un pouvoir est autoritaire, exclusionnaire et prédateur, c'est le cas des élections présidentielles de 1993. Cependant dans les systèmes politiques sous-développés dont le Burundi fait partie, l'absence d'une société civile capable de mobiliser les électeurs et contrecarrer l'arbitraire du pouvoir, les électeurs peuvent adopter un choix imposé. Ici alors, on y trouve les déterminants des deux élections présidentielles que nous venons d'étudier.

E. Quelle approche faut-il privilégier ?

Notre étude menée dans la commune de Mugamba rapproche les deux types d'approche d'analyse du comportement électoral étudié au premier chapitre. Dans la première approche dite écologique ces deux modèles se trouvent vérifiés.

Le « modèle sociologique » de Paul Lazarsefld se trouve applicable comme le sociologue américain de l'Université de Columbia l'a montré, nos enquêtes en commune de Mugamba prouvent que les réponses de gens interrogés sont conditionnées par leurs situations sociales ou les caractéristiques de leur communauté d'appartenance.

Néanmoins, si cette approche permet la compréhension des permanences de comportement électoral, elle ne peut plus justifier la mobilité d'une élection à une autre.

Par exemple pourquoi une partie importante des Hutu qui avait voté pour le FRODEBU en 1993 s'est-elle glissée vers le CNDD-FDD ? A cette question, l'analyse écologique devient impuissante. La majorité des Burundais en 1993 fondait l'espoir sur le FRODEBU en ce qui est du changement, la liberté et la démocratie... « L'approche stratégique incombe beaucoup».

En conclusion, en ce qui concerne ce chapitre, nous pouvons dire que les déterminants du vote sont multiples et complexes. Nos enquêtes prouvent que ceux-ci peuvent dépendre soit des conditions sociales, économiques, culturelles, soit politiques ou conjoncturelles.

CONCLUSION GENERALE

Au terme de ce travail, notre réflexion a porté sur l'étude des habitants de la commune de Mugamba face au multipartisme, aux élections présidentielles intervenues en 1993 et en 2010.

Dans le premier chapitre, nous avons essayé de définir les concepts et les modèles d'analyse qui allaient nous permettre de comprendre les attitudes de la population de la commune de Mugamba face au multipartisme.

Au cours du second chapitre, nous avons étudié le processus des élections présidentielles de 1993 et de 2010 depuis la mise en place d'une commission chargée d'étudier la question de l'Unité Nationale, la constitution de 1992, le retour au multipartisme, la préparation et le déroulement des élections présidentielles des deux élections et leurs retombées sur la population burundaise en général et la population de la commune de Mugamba en particulier.

Etant donné que le président Mitterrand avait recommandé lors du « sommet de La Baule » aux pays africains de reconnaître le multipartisme, le président Buyoya a dû accepter de se conformer aux autres pays et la constitution de 1992 reconnaît le pluralisme politique. Pour le multipartisme, les uns y voyaient le changement et les autres voyaient une bombe à retardement. Une fois acceptés, les partis politiques ont vu le jour. A partir de là, une campagne de recrutement sur base ethnique a été menée.

. A ce sujet, jusqu'au jour des élections présidentielles, nos enquêtes à voir le tableau des résultats, ont prouvé que les Banyamugamba étaient dans leurs majorité Upronistes. Les membres du FRODEBU existaient mais rares sont ceux qui osaient se prononcer haut et fort pour ce parti.

Par après, la campagne électorale pour les présidentielles a été lancée dans tout le pays.

Dès lors, Melchior Ndadaye, Pierre Claver Sendegeya et Pierre Buyoya furent présentés respectivement comme candidats du FRODEBU, du PRP et de l'UPRONA.

En gros, la campagne s'est déroulée dans un climat de paix. Mais, les propagandes des différents candidats se faisaient sur base du dénigrement mutuel. Presque tous upronistes, les électeurs de la commune de Mugamba ont voté majoritairement en faveur de Buyoya mais au niveau national, c'est le FRODEBU qui a gagné les élections présidentielles de 1993. Trois mois après la victoire écrasante du FRODEBU, il y a eu l'assassinat du président élu. Cette mort fut suivie par des massacres généralisés dans le pays et quelques localités sont restées à l'abri des méfaits et la commune de Mugamba en faisait partie.

Le dernier chapitre nous a permis de comparer les élections présidentielles de 1993 et celle de 2010.

A partir de nos enquêtes, nous avons eu l'occasion de constater que les élections présidentielles de 1993 étaient à caractère ethnique et que la pluspart de Banyamugamba n'étaient pas pour le changement comme le témoigne les résultats. Or en 2010, la population de la commune de Mugamba avait déjà acquis une certaine culture démocratique, les résultats pour l'élection présidentielle de 2010, le montre étant donné que les Hutu et les Tutsi confondus ont voté pour le président Nkurunziza d'ethnie hutu.

Notre enquête nous a montré que pour ces deux élections présidentielles, les attentes étaient perçues différemment selon les catégories sociales de la Commune de Mugamba.

En effet, les Tutsi redoutaient la guerre et les Hutu espéraient le changement, or en 2010, tous ensemble craignaient que leur sécurité ne soit pas perturbée une fois que le parti au pouvoir perdait cette élection présidentielle.

Nous n'avons pas pu mener l'enquête sur les autres zones de notre commune qui ont vécu une situation semblable à celle de notre zone d'étude. C'est pourquoi nous invitons d'autres chercheurs à s'intéresser aux autres zones.

BIBLIOGRAPHIE

I.LES OUVRAGES GENERAUX

1. BALENCIE, Jean-Marc et ARNAUD de la Grange (dir), *les nouveaux mondes rebelles*, Paris, Edition Michalon, ex2, 2005.
2. BAYART, J.F, MBEMBE, A, TOULABOR, C (dir), *Le politique par le Bas en Afrique noire*, Paris, Karthala, ex3, 1992.
3. BURDEAU, George, *traité de science politique*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, édition, Tom3, V3, 1968.
4. DAWNING, David, *La démocratie*, Hong Kong, Gamma, Ex2, 1949.
5. GAXIE, Daniel, *la démocratie représentative*, Paris, Montchrestien, 2ème édition, 1996.
6. MAPPA, Sophia (dir), *Développer par la démocratie ?* Paris, Karthala, 1995.
7. POLSBY, Nelson et WILDAVSKY, Aaron, *l'élection présidentielle aux Etas unis*, Paris, nouveaux Horizons, 10ème édition, Ex1, 2000.
8. POLSBY, Nelson et WILDAVSKY, Aaron, *les élections présidentielles aux Etas unis*, Paris, nouveaux Horizons, Paris, 6ème édition, 1984.
9. SCHWARTZENBERG, Roger-Gérard, *politique comparée*, Paris, Les cours de droit, 1989-1980.
10. SCHWARTZENBERG, Roger-Gérard, *sociologie politique*, Paris Montchrestien, 1991.

II Mémoires

1. KABANYANA, Marie-Esperance, *Le discours politique de la campagne électorale de mai 1993 et son impact socio - politique au Burundi (1993-1996)* , Bujumbura UB,FLESH, Histoire, 1998.
2. MACUMI, Evariste, *Analyse comparative des élections présidentielles sous le régime de parti unique (1984) et à l'ère du multipartisme (1991-1993), au Burundi* Bujumbura, UB. FLESH, Histoire, 2004.
3. MANIRAGORA, Elie, *A quoi servent les élections au Burundi ? Etude à partir des perceptions populaires dans la commune de Gasorwe*, Bujumbura, UB. FLESH, Histoire, 2003-2004.
4. NIKUNDANA, Gabriel, *La presse privée et la campagne présidentielles de juin 1993*, Bujumbura, UB. FLESH, Histoire, 1995.
5. NIMUBONA, Julien, *Elections présidentielles du 1 er juin de 1993au Burundi, problématique de légitimation en situation de dynamique socio – politique* , Bordeaux, 1994.
6. NIRIKANA, Rénovat, *Analyse comparative entre les législatives de 1965 et celle de 1993*, UB. FLESH, Histoire, 2003.
7. NKESHIMANA, S, *Attitude des Burundais face au multipartisme (1991-1993) : De la méfiance à l `adhésion : cas de la Province Makamba »*, Bujumbura, UB. FLESH, Histoire, 1996.
8. NZOJIBWAMI, Léonidas, *comportements politiques des habitants de la commune de Mugamba face aux changements politiques intervenus au Burundi de Février 1993-juillet 1996 : Essai d'analyse*, Bujumbura, UB. FLESH, Histoire, 2002.
9. RUTIKANGA, I, *la crise d'octobre 1993 : comportement de la population de la commune Busoni*, Bujumbura, UB. FLESH, Histoire, 1998.

ANNEXES